





## LE CLIMAT SE DÉTEND PROGRESSIVEMENT AU LIBAN

nous déclare M. Camille CHAMOUN

paléstiens avant l'ère de la  
Celle double allégeance a pu  
l'ysé l'armée. Ainsi, les Palesti-  
niens ont pu se comporter comme  
en pays conquis.

Propos recueillis par  
ÉDOUARD SAAB.

IR REIK  
**10 ANS  
DE FREUD**

52 15 5

FROMMM  
**SION DE  
D FREUD**

travaux dont "Je suis  
maître et de son influence

52 15 5

**LEXE D**

site

**CTIONS DE FRANCE**



## AFRIQUE

# France-Algérie : de l'idylle à la crise

## II. — RÉÉQUILIBRER LES ÉCHANGES

par DANIEL JUNQUA

Les relations franco-algériennes traversent une crise grave. Alger reproche notamment au gouvernement français de ne pas être resté neutre dans l'affaire du Sahara occidental et d'avoir appuyé l'action engagée par le Maroc pour « récupérer » ce territoire. Paris est accusé de ne plus mettre en œuvre la politique d'« indépendance nationale » qui avait été préconisée par le général de Gaulle (« le Monde », 27 janvier). Aux critiques d'ordre politique s'ajoutent un contentieux économique que Daniel Junqua analyse ci-dessous.

Depuis quinze mois, le dossier « France » ne quitte plus le bureau du ministre algérien du commerce, M. Yaker. Au cours des dernières années, l'Algérie a vu ses échanges croître et se diversifier. Elle a surmonté, grâce à une politique commerciale dynamique, deux crises graves : celle de 1969-1970, due à l'arrêt par la France des importations de vin ; celle de 1971, consécutive à la nationalisation des sociétés pétrolières. Depuis la fin de 1974, un nouveau point noir est apparu : le déficit commercial avec la France. En nous réservant au dernier étage du bâtiment flamboyant que lui avait, près de l'ancien échappé de maœuvre, les services du ministère, M. Yaker ne nous cache pas qu'il accorde à ce problème une priorité absolue. De janvier à novembre 1975, constate-t-il, les importations algériennes vers la France se sont élevées à 7,8 milliards de francs. Nous avons exporté en sens in-

verse pour 2,8 milliards de francs. Le déficit se monte à 4,8 milliards. Nous estimons qu'il est dû pour l'essentiel à la situation intransmissible. Notre déficit avec la France est exactement égal au déficit total de notre balance commerciale. En revanche, il entre pour plus de 80 % dans l'excédent enregistré globalement par la France en 1975.

La part de la France dans les importations de l'Algérie a été, en 1975, de 37,60 %, et ce pays vient incontestablement en tête des clients de la France en Afrique et dans le monde arabe. Avec tous les autres partenaires de l'Algérie, ou presque, les échanges sont équilibrés. Le solde est même largement positif avec l'Allemagne fédérale et les États-Unis.

« Paris met en œuvre la politique de ce déficit, poursuit M. Yaker. En fait, nous le prévoyons. Nous sommes destinés à nos échanges commerciaux avec la France un contrepartie afin qu'ils ne se dégradent plus de façon désastreuse. Il aurait fallu mettre en œuvre les instruments de cette politique. En 1973 déjà, nous avions encouru à Paris une dégradation pour suggérer la conclusion d'un accord-cadre compatible à ce que la France a signifié certains pays de l'Océan. Une commission mixte aurait pu être mise en place au niveau des ministères, afin d'établir les déclarations pour les échanges et de mettre au point des protocoles annexes. La réponse a été négative ».

Dès les premiers mois de 1975, alors que le déficit commercial était de l'ordre d'un demi-milliard de francs, les dirigeants algériens avaient tiré la sonnette d'alarme.

Il s'agissait évaluer le problème, en mars, avec M. Giscard d'Estaing et en juin avec M. d'Ornano, ministre de l'Industrie. Ils avaient notamment déploré que les sociétés pétrolières françaises préfèrent au brut algérien le pétrole saoudien ou irakien alors que les pays du Golfe ne finissent qu'une place négligeable dans les exportations françaises. Les Algériens s'étaient d'ailleurs plaints à voir le gouvernement français se quereller avec eux-mêmes au sujet d'un important effort pour l'aider à sortir de la panne difficile qu'il traversait depuis 1974. Cette année avait été marquée par un arrêt brutal de la croissance et Paris avait enregistré un déficit de 16 milliards de la balance commerciale. « Nous avons donné pour consigne à nos sociétés nationales, disent les responsables algériens, d'accorder chaque fois que possible la préférence aux entreprises françaises ».

### Une mauvaise passe

Il est de fait que les commandes aux industries françaises sont passées, entre 1971 et 1974, de 120 millions de francs à 400, puis à 800, pour bondir à 1,5 milliards en 1975. Au total, les retombées de la visite en France, en novembre 1974, de M. Abdesselam, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, sont évaluées à une trentaine de contrats représentant

quelque 6 milliards de francs. Les Algériens constatent qu'en 1975 la balance commerciale française a accusé un excédent d'environ 8 milliards de francs, estimant que leurs efforts n'ont pas été payés de retour. Ils reprochent à Paris de ne pas avoir fait un geste pour les aider lorsque leur économie a dû affronter elle-même, au printemps 1975, une phase difficile. Les sociétés pétrolières américaines ayant soudainement annulé leur décision de réduire leurs achats de brut. « Il nous a fallu alors, explique M. Abdesselam, trouver rapidement pour nous 3 ou 4 millions de tonnes de pétrole, sous peine de ne pas respecter nos prévisions de recettes pour l'année. Nos possibilités de stockage sont limitées. Nous pourrions donc être amenés à financer le déficit des puits, à l'aide de la réimpression, ce qui se traduit par une perte sèche. Nous nous sommes donc demandés à Paris d'augmenter ses achats. Comme résultat, »

C'est alors que le ministre de l'Énergie s'est lancé dans ce qu'il a appelé les opérations d'échanges compensés. Il fut demandé aux entreprises avec lesquelles des contrats étaient en discussion d'accepter d'être payées, en pétrole, étant entendu que celui-ci devrait être envoyé directement par des sociétés pétrolières. « L'adoption de ce système triangulaire, affirme M. Abdesselam, a été la source d'un risque de voir notre « brut » vendu au rabais, car nous refusions de consentir des ristournes. Malgré ces dispositions, un organe de presse française, apprenant que nous avions conclu un contrat de

ce type avec Renault-Saviem, a prétendu que nous brichions notre pétrole et que notre intervention sur les prix ne se manifestait que dans nos prises de position lors des réunions de l'OPEC. C'est pour protester contre cette interprétation que nous avons alors recouru à l'option prise avec Renault ».

L'opération « compensation », même si elle n'a pas été aussi ardue que les Algériens l'affirment, leur a permis de sortir d'un mauvais pas, à un moment où ils approchaient de situations difficiles financières. Leurs réserves étant au plus bas, il est certain qu'ils auraient préféré ne pas être mis dans l'obligation de recourir à de telles méthodes.

Du côté français, on prétend que le gouvernement ne disposait, en l'occurrence, d'aucun moyen d'action. Le pétrole est acheté par les compagnies et celles-ci ne peuvent pas intervenir à l'échelle nationale. Or elles nous ont permis d'échapper en Algérie. En raison de ses qualités — c'est un « brut léger » à faible teneur en soufre — ce pétrole est plus cher que le brut saoudien ou irakien : le marché français ne peut en absorber que de faibles quantités. Les sociétés françaises ont d'ailleurs vendu aux États-Unis la plus grande partie des 12 millions de tonnes qu'elles ont envoyées sur le marché algérien en 1975. « Pour que les compagnies réalisent un effort supplémentaire, il aurait fallu que les pouvoirs publics s'engagent à

leur verser la différence entre le prix algérien et le prix saoudien, nous a-t-on dit. Et de Rivoli. Nul doute que des ordres se seraient adressés à l'Assemblée nationale pour accuser le gouvernement d'autorisation des « trusts pétroliers ».

Et si impossible de trouver une solution, ce cas a-t-il été traité ? Les Algériens, non sans quelques réserves, n'arrivent pas à croire que l'Algérie gouvernement française n'est pas en mesure de traduire sur le plan économique ses options politiques... sans à ce point ne les parait pas. Ils constatent que, d'urgence, aggravant la position de Paris, a coincé à peu de chose près, avec le voyage à Alger de M. Giscard d'Estaing. Ils rappellent aussi que, lors de l'embarquement pétrolier de 1973, l'Algérie avait associé aux états déployés par les pays arabes pour que la France, considérée comme « un pays ami », ne soit pas privée de « brut ».

Notre pétrole est plus cher, disent-ils en Algérie. Soit ! Parfois dans une certaine mesure, mais il est un bon argument. Contreargument aux sociétés américaines ou européennes qui, à l'instar de la France, ont des réserves de pétrole. L'Algérie a été la première à signer des contrats antérieurs aux hausses qui ont suivi ces productions. Elle nous a donc son gaz à la France ou au moins fois moins cher qu'à ses autres partenaires. C.D.F. a ainsi économisé, en 1973, plusieurs centaines de millions, affirme M. Yaker.

### Une coïncidence

De façon générale, on estime à Paris que le déséquilibre des échanges entre les deux pays ne doit pas être dramatique. L'approche des problèmes commerciaux ne peut le faire de façon bilatérale. Une balance commerciale doit s'équilibrer globalement, les excédents avec certains pays compensant les pertes avec d'autres. Le fait que le déficit avec la France soit égal au déficit global de l'Algérie ne relève ainsi que de la coïncidence. La France a, souligne-t-on également, la France a enregistré un déficit considérable dans ses relations avec l'Allemagne fédérale. Elle n'en a pas pour autant engagé une politique avec Bonn. On fait enfin remarquer que la situation doit être corrigée à deux points de vue : 1) une partie du pétrole saoudien en 1975 par les sociétés françaises a été placée directement aux États-Unis, et le produit de ces ventes rapporté par la balance commerciale franco-algérienne ; 2) les sommes déversées par les touristes français et les transferts de fonds réalisés par les travailleurs algériens présents en Algérie des ressources non négligeables ont permis de réduire le déficit. On ne peut donc pas prétendre que la balance des paiements est elle-même devenue déficitaire en 1975 pour l'Algérie, l'écart dépassant 2 milliards de francs.

Le commerce algérien, dit-on encore Rue de Rivoli, se caractérise par une grande rapidité. Alger n'a guère à proposer que son pétrole, dont les caractéristiques ne facilitent pas l'écoulement et dont les achats portent soit sur des produits alimentaires indispensables, soit sur des biens d'équipement, dont la livraison s'effectue souvent sur plusieurs années et dans lesquels figure une quantité non négligeable de pièces de rechange. Il n'est donc pas facile de modifier rapidement les courants d'échanges.

Les Algériens ne contestent pas cette analyse, mais, remarquablement, et si nous n'avons qu'un seul produit à proposer à l'exportation, la France n'y est pas étrangère. Nous produisons du vin, richesse héritée de la colonisation. Le gouvernement français a cédé, en 1969, aux revendications des vignerons du Midi et a fermé son marché aux vins algériens. Nous nous sommes retrouvés, à la suite d'une volée, avec des millions d'hectolitres dans nos caves. Il nous a fallu vendre, à perte, à l'étranger, ce qui a entraîné une baisse de 50 % des revenus des producteurs. Et ce n'est pas sans un certain échauffement que nous avons dû, depuis, faire passer le balancier sur un certain nombre de vignobles.

Les importations ne sont pas rigides dans tous les domaines. L'Algérie, qui est le premier client étranger de l'industrie pharmaceutique française, nous a bien adressé des ordres à l'Allemagne et aux États-Unis. Elle l'avait fait en 1975, les laboratoires français ayant vu leur chiffre d'affaires en France passer de 380 millions de francs.

De toute façon, le problème ne se pose plus en termes d'échanges. L'Algérie a placé tout son pétrole sous le régime des accords avec l'O.P.E.C. et a porté son engagement d'investissement à 10 millions de tonnes, et l'Algérie n'est pas réservée la possibilité d'en garder une partie en cas d'urgence. Il s'agit donc de conclure des contrats « spots » de fourniture immédiate, toujours plus profitables.

Prochain article :  
DES CRÉDITS  
POUR LE DÉVELOPPEMENT

### quelle marque choisir ?

Celle dont la gamme répond le mieux à vos besoins, celles que vous aimez et à l'activité de votre société. Cela aussi qui a une certaine expérience de la gestion des parcs sociétaux : Renault gère, par sa filiale Renault Bail, un parc de plus de 100.000 véhicules en leasing et en location longue durée. Pour vous comme pour nous, c'est la meilleure des références.

### quels modèles ?

Ceux qui sont le plus adaptés à votre problème de parc. Dans la gamme Renault, comme dans la gamme Saaviem, vous trouverez toujours le ou les modèles qui vous conviendront : de la Renault 4 à la Renault 30 TS sans oublier tous les petits véhicules industriels. Il y a 31 modèles dans la gamme Renault.

### quelles adaptations ?

Celles que vous proposent les carrossiers agréés par Renault. Vous pouvez avoir immédiatement besoin d'un fourgon de grande capacité ou d'un plateau redessiné allongé ou même d'une Renault Rodéo 4 ou d'une Renault Rodéo 6.

### quand rajeunir son parc ?

C'est un problème essentiel. Avec la Location Longue Durée Renault Bail, votre parc est régulièrement rajeuni tous les 6, 12, 18, 24 ou 36 mois. C'est une sécurité pour votre société dont le parc est ainsi renouvelé en permanence.

### quel type d'assurances ?

Quelle que soit la formule d'assurance que vous avez choisie, Renault vous la propose à un taux particulièrement étudié dans le cadre de la Location Longue Durée. Les primes d'assurances sont incluses dans les mensualités que vous versez régulièrement. Ainsi vous n'avez pas de grosse somme à immobiliser.

### quel contrat d'entretien ?

Le plus avantageux pour vous et votre société. La Convention Nationale d'Entretien Renault vous assure l'entretien des véhicules de votre parc et vous permet d'établir la gestion prévisionnelle de toutes vos dépenses d'entretien et de réparation.

### quelles garanties d'après-vente ?

Toutes celles que vous offre Renault, avec son Réseau, le plus dense de France (vous n'êtes jamais à plus de 20 km d'un Point Service Renault). Son service d'après-vente est en place partout, est géré par ordinateur. Ses ateliers sont équipés pour vous servir rapidement.

### au comptant ou à crédit ?

A vous de décider. Si vous optez pour le crédit, la D.M.C. organisme de financement de la Renault Bail, vous propose diverses possibilités (prêt classique, crédit nouveau départ). De toute façon, il existe une solution adaptée à votre problème particulier. Il suffit de nous exposer les 27 et 28 janvier prochain.

### en location longue durée ?

Avec la Location Longue Durée Renault Bail, vous choisissez le ou les véhicules de votre parc, leur kilométrage et leur durée d'utilisation (6 à 36 mois). Et vous réglez un loyer mensuel ou trimestriel. Cela vous permet de gérer au mieux votre investissement parc.

### en leasing ?

Le leasing : C'est très simple : Renault Bail achète pour vous le ou les véhicules que vous aurez choisis. Vous en disposez comme si vous en étiez propriétaire durant 3 ou 4 ans, en versant des loyers mensuels ou trimestriels. Et dès la fin de la première année, vous pouvez à tout moment racheter le véhicule au prix de sa valeur résiduelle.

### et le véhicule de remplacement ?

C'est un service supplémentaire que vous propose Renault. Si un véhicule de votre parc est immobilisé, en cas de panne ou d'accident, il est remplacé immédiatement par un véhicule semblable. Pour vous, responsable de parc, c'est une sécurité supplémentaire.

**pour répondre à toutes ces questions votre concessionnaire Renault vous invite aux "journées sociétés et administrations" les 27 et 28 Janvier 1976**

**RENAULT**

مركز من الأعمال



crise

Le Front Polisario dément la présence d'experts étrangers dans ses rangs

Dans une interview publiée par le quotidien jordanien Al-Dustour, M. Ahmed Laraki, ministre marocain des affaires étrangères, accuse la Libye et le Front Polisario d'être impliqués dans le conflit algérien. Le ministre marocain déclare que le Front Polisario n'est qu'un mouvement de libération et qu'il n'a aucune relation avec le conflit algérien. Il ajoute que le Front Polisario est un mouvement de libération et qu'il n'a aucune relation avec le conflit algérien.

Une colonie

«AFRIQUE-ASIE»: le soutien du Vietnam au Polisario est «d'une grande importance»

Dans une interview publiée par le quotidien jordanien Al-Dustour, M. Ahmed Laraki, ministre marocain des affaires étrangères, accuse la Libye et le Front Polisario d'être impliqués dans le conflit algérien. Le ministre marocain déclare que le Front Polisario n'est qu'un mouvement de libération et qu'il n'a aucune relation avec le conflit algérien. Il ajoute que le Front Polisario est un mouvement de libération et qu'il n'a aucune relation avec le conflit algérien.

LES JOURNÉES FRANCO-MAROCAINES DOIVENT DÉVELOPPER LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE LES DEUX PAYS

Une délégation marocaine, présidée par le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de la Marine, est arrivée à Paris le 26 janvier. Le voyage a pour but de développer la coopération économique entre les deux pays. La délégation marocaine est composée de représentants du gouvernement marocain et de représentants du secteur privé marocain. Elle se rendra à Lyon, à Lille et à Quimper.

(1) 1 dinar = 1,08 franc.

**LEROUX**  
carte V  
DES CROQUIS POUR LE DÉVELOPPEMENT

Sahara occidental

Le Front Polisario dément la présence d'experts étrangers dans ses rangs

Dans une interview publiée par le quotidien jordanien Al-Dustour, M. Ahmed Laraki, ministre marocain des affaires étrangères, accuse la Libye et le Front Polisario d'être impliqués dans le conflit algérien. Le ministre marocain déclare que le Front Polisario n'est qu'un mouvement de libération et qu'il n'a aucune relation avec le conflit algérien. Il ajoute que le Front Polisario est un mouvement de libération et qu'il n'a aucune relation avec le conflit algérien.

De notre correspondant

Alger, 27 janvier. Le Front Polisario a démenti la présence d'experts étrangers dans ses rangs. Le Front Polisario a déclaré que les experts étrangers qui sont présents dans le Sahara occidental sont des experts marocains et qu'ils ne sont pas des experts étrangers. Le Front Polisario a également déclaré que les experts marocains qui sont présents dans le Sahara occidental sont des experts de libération et qu'ils ne sont pas des experts de libération.

Le repli sud-africain

(Suite de la première page.)  
Mali et les photographes des journalistes sud-africains présents à la capitale algérienne. Le Front Polisario a déclaré que les journalistes sud-africains qui sont présents à Alger sont des journalistes de libération et qu'ils ne sont pas des journalistes de libération. Le Front Polisario a également déclaré que les journalistes de libération qui sont présents à Alger sont des journalistes de libération et qu'ils ne sont pas des journalistes de libération.

ALGÉRIE

LES AUTORITÉS ALGÉRIENNES ont annoncé le 26 janvier que les membres du Front Polisario ont été arrêtés. Les autorités algériennes ont déclaré que les membres du Front Polisario ont été arrêtés parce qu'ils ont été impliqués dans le conflit algérien. Les autorités algériennes ont également déclaré que les membres du Front Polisario ont été arrêtés parce qu'ils ont été impliqués dans le conflit algérien.

Egypte

LES FORCES SOVIÉTIQUES ont été retirées du Sahara occidental le 26 janvier. Les forces soviétiques ont été retirées parce qu'elles ont été impliquées dans le conflit algérien. Les forces soviétiques ont également été retirées parce qu'elles ont été impliquées dans le conflit algérien.

Éthiopie

UNE GRAVE ÉPIDÉMIE a dévasté le district de l'opagan de l'Éthiopie. L'épidémie a été causée par la famine et la maladie. L'épidémie a également été causée par la famine et la maladie.

**Le Timpoudour**  
SOLDE  
MAINTENANT  
à 40 % de réduction  
32 bis, bd HAUSMANN  
M. Chastet d'Anis

Angola

L'UNITA souhaite engager des négociations avec le M.P.L.A.

Tandis que le retrait partiel des forces sud-africaines du territoire angolais est annoncé à Pretoria, le mouvement populaire de libération d'Angola (M.P.L.A.) poursuit son offensive vers le sud, en direction de la frontière namibienne. Les informations parvenues mardi à Salisbury, en provenance de Luanda, indiquent que le M.P.L.A. a pris le contrôle de la ville de Luanda.

Une république de Cuba au Zaïre

Recu pendant près d'une heure, lundi à Washington, par M. Henry Kissinger, M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais, a déclaré, à propos de l'Angola, qu'il ne pensait pas que le gouvernement portugais soit en mesure de reconnaître le M.P.L.A. comme le seul gouvernement légitime d'Angola.

Le repli sud-africain

(Suite de la première page.)  
Mali et les photographes des journalistes sud-africains présents à la capitale algérienne. Le Front Polisario a déclaré que les journalistes sud-africains qui sont présents à Alger sont des journalistes de libération et qu'ils ne sont pas des journalistes de libération. Le Front Polisario a également déclaré que les journalistes de libération qui sont présents à Alger sont des journalistes de libération et qu'ils ne sont pas des journalistes de libération.

ALGÉRIE

LES AUTORITÉS ALGÉRIENNES ont annoncé le 26 janvier que les membres du Front Polisario ont été arrêtés. Les autorités algériennes ont déclaré que les membres du Front Polisario ont été arrêtés parce qu'ils ont été impliqués dans le conflit algérien. Les autorités algériennes ont également déclaré que les membres du Front Polisario ont été arrêtés parce qu'ils ont été impliqués dans le conflit algérien.

Egypte

LES FORCES SOVIÉTIQUES ont été retirées du Sahara occidental le 26 janvier. Les forces soviétiques ont été retirées parce qu'elles ont été impliquées dans le conflit algérien. Les forces soviétiques ont également été retirées parce qu'elles ont été impliquées dans le conflit algérien.

Éthiopie

UNE GRAVE ÉPIDÉMIE a dévasté le district de l'opagan de l'Éthiopie. L'épidémie a été causée par la famine et la maladie. L'épidémie a également été causée par la famine et la maladie.

**Le Timpoudour**  
SOLDE  
MAINTENANT  
à 40 % de réduction  
32 bis, bd HAUSMANN  
M. Chastet d'Anis

AFRIQUE

Angola

L'UNITA souhaite engager des négociations avec le M.P.L.A.

Tandis que le retrait partiel des forces sud-africaines du territoire angolais est annoncé à Pretoria, le mouvement populaire de libération d'Angola (M.P.L.A.) poursuit son offensive vers le sud, en direction de la frontière namibienne. Les informations parvenues mardi à Salisbury, en provenance de Luanda, indiquent que le M.P.L.A. a pris le contrôle de la ville de Luanda.

Une république de Cuba au Zaïre

Recu pendant près d'une heure, lundi à Washington, par M. Henry Kissinger, M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais, a déclaré, à propos de l'Angola, qu'il ne pensait pas que le gouvernement portugais soit en mesure de reconnaître le M.P.L.A. comme le seul gouvernement légitime d'Angola.

Le repli sud-africain

(Suite de la première page.)  
Mali et les photographes des journalistes sud-africains présents à la capitale algérienne. Le Front Polisario a déclaré que les journalistes sud-africains qui sont présents à Alger sont des journalistes de libération et qu'ils ne sont pas des journalistes de libération. Le Front Polisario a également déclaré que les journalistes de libération qui sont présents à Alger sont des journalistes de libération et qu'ils ne sont pas des journalistes de libération.

ALGÉRIE

LES AUTORITÉS ALGÉRIENNES ont annoncé le 26 janvier que les membres du Front Polisario ont été arrêtés. Les autorités algériennes ont déclaré que les membres du Front Polisario ont été arrêtés parce qu'ils ont été impliqués dans le conflit algérien. Les autorités algériennes ont également déclaré que les membres du Front Polisario ont été arrêtés parce qu'ils ont été impliqués dans le conflit algérien.

Egypte

LES FORCES SOVIÉTIQUES ont été retirées du Sahara occidental le 26 janvier. Les forces soviétiques ont été retirées parce qu'elles ont été impliquées dans le conflit algérien. Les forces soviétiques ont également été retirées parce qu'elles ont été impliquées dans le conflit algérien.

Éthiopie

UNE GRAVE ÉPIDÉMIE a dévasté le district de l'opagan de l'Éthiopie. L'épidémie a été causée par la famine et la maladie. L'épidémie a également été causée par la famine et la maladie.

**Le Timpoudour**  
SOLDE  
MAINTENANT  
à 40 % de réduction  
32 bis, bd HAUSMANN  
M. Chastet d'Anis

EUROPE

Turquie

L'administration des bases américaines pourrait être confiée aux autorités d'Ankara

À la séance d'ouverture de la conférence de coopération balkanique lundi 26 janvier, la fondation Evgenidi dans un faux-bourg d'Athènes, le premier ministre grec, M. Caramanlis, s'est déclaré persuadé que cette conférence pourrait devenir un facteur de stabilité dans les Balkans et que, pour cette raison, il attachait une plus grande importance à la création d'un climat d'unité et de confiance mutuelle entre les peuples qu'aux décisions particulières qui seraient prises.

De notre correspondant

Ankara, 27 janvier. La Turquie participe à la conférence des pays balkaniques qui s'est ouverte lundi 26 janvier à Athènes, mais elle demeure convaincue que seule une réelle amélioration des relations bilatérales entre les pays de la région pourrait permettre une véritable collaboration économique et technique. Or le contentieux grec-turc est loin d'être réglé, le même que celui entre Bulgarie et Yougoslavie au sujet de la Macédoine.

La quatrième phase des conversations d'Athènes entre représentants turcs et grecs sur la question de l'utilisation de l'espace aérien des îles de la mer Égée a été interrompue lundi 26 janvier sans qu'il ait été possible d'aboutir à un accord. Au ministère turc des Affaires étrangères, on indique que les conversations reprendront et que de nouvelles négociations sur le défilé du Bosphore (plan continental) — autre problème épineux entre les deux pays — suivront le 31 janvier prochain à Genève entre représentants turcs et grecs.

Les dirigeants d'Ankara vont d'ailleurs chercher à redoubler d'efforts pour résoudre le problème de Chypre. Les conversations inter-turco-grecques doivent en principe reprendre le 17 février prochain. Quant aux négociations turco-américaines sur le transfert des bases américaines des États-Unis en Turquie, elles se poursuivent. M. C. Caramanlis, chef de la diplomatie grecque, a rencontré M. Caramanlis, le ministre des Affaires étrangères des États-Unis, à Bruxelles, le 26 janvier. Une réunion extraordinaire des ministres des pays membres de l'O.N.T.U. a eu lieu dimanche 26 janvier, à l'initiative de la Turquie, dans laquelle les Turcs et les Américains se sont entendus pour continuer les négociations sur le transfert des bases américaines.

Allemagne fédérale

Le versement de «compensations» pour les troupes américaines serait suspendu

De notre correspondant

Bonn, 27 janvier. Le gouvernement fédéral allemand n'est pas disposé à conclure avec Washington un accord sur le versement de compensations en devises pour le stationnement des troupes américaines. Le Comité français pour la liberté d'expression et contre les interférences professionnelles en République fédérale allemande (1) a voté lundi 26 janvier une résolution qui interdit aux fonctionnaires de l'État de conclure des accords de compensation avec les troupes américaines. Le Comité français a également voté une résolution qui interdit aux fonctionnaires de l'État de conclure des accords de compensation avec les troupes américaines.

Sénégal

LE PRÉSIDENT SENGHOR SE PRONONCE EN FAVEUR DU TRIPARTISME

Dakar (A.F.P.). Le président Senghor a déclaré, le 26 janvier, devant les députés du Parlement sénégalais, qu'il était en faveur du multipartisme. Le président Senghor a déclaré que le multipartisme était une condition nécessaire pour la démocratie. Le président Senghor a également déclaré que le multipartisme était une condition nécessaire pour la démocratie.

Le versement de «compensations» pour les troupes américaines serait suspendu

De notre correspondant



instances officielles du parti ne se sont pas encore prononcées. Son bureau exécutif doit en délibérer le 4 février. M. Yves Guéna, député national, a indiqué le 22 janvier que l'affaire était trop importante pour que la discussion ne soit pas portée devant une instance plus large.

**MAURICE DELARUE**

[illegible]

le secret du vote sont assurés, article 235 du traité de la C.E.E. mettrait également de prendre les « mesures appropriées » à « réaliser un des objectifs de Communauté » et elles félicitent l'unité. Mais le gouvernement français et la plupart de ses pairs jugent, semble-t-il, plus

[illegible]

présenté par le général de Gaulle aux États de la Communauté en 1958 et 1959 et rejeté par les députés de la Communauté. L'adoption de l'Alliance fédérale, qui est la base de la Constitution des chefs d'État et de gouvernement, qui se résout tous les deux ans (dans le cadre du Conseil européen), « adopte » les « principes des décisions communes de l'Union ». Une assemblée parlementaire est créée, qui reçoit des demandes d'avis du conseil, qui pose des questions et lui présente des propositions. Les propositions n'est autre que celle qui a été établie par les experts et les ministres de l'Union. Pouchet se réfère expressément et donne des exemples de la Constitution, notamment l'article 132.

Si le général de Gaulle a affirmé que la Communauté n'est pas une ressource pour les États, il a également affirmé à la même

...ans doute la vraie pensée des socialistes dans une note confidentielle à M. Debré, premier ministre, du 29 août 1960. M. Peyroche disait : « Quand une élection est « prématurée », en raison de l'indifférence de l'opinion, du caractère technique de la Communauté et des « distorsions » que montrerait un scrutin. Mais il ajoutait : « Il semble qu'il n'y ait pas eu de « courtage » dans l'abstention et à ce projet (« élections au suffrage direct) alors que nous courrions nous en servir comme un levier de négociations. Il faudrait de faire de ces élections la

Les trois traités communautaires donnent à l'Assemblée européenne le pouvoir de recommander la Commission du Budget. L'Assemblée donne des avis limités à l'origine sur les traités, mais aujourd'hui étendus en pratique à tous les actes que l'Assemblée adopte. Elle a aussi le droit de voter sur ses vœux modifier le traité de 1957 et de 1972 dans les domaines des domaines réservés par le Coeur de justice. La Communauté sociale non seulement le droit de donner son avis, mais aussi le droit de voter en 1982 pour rendre par les dispositions du droit de la reconstruction industrielle.

Le traité complémentaire du 1er avril 1973 sur le contrôle des ressources propres à la Communauté, appliqué pour la première

fois budgétaire à l'Assemblée, selon un système complexe de concertation avec le Conseil de la Communauté.

Le 22 juillet 1973, l'Assemblée reconnait à l'Assemblée le pouvoir de rejeter le budget de la Communauté dans son ensemble ou dans certains de ses articles ou deux tiers. Ce traité n'est pas encore ratifié.

Le communiqué du 6 novembre 1973 de 1973 dans les « Les compétences de l'Assemblée sont élargies notamment par le droit de donner son avis dans le processus législatif de la Communauté. » Cette intention n'est pas au delà jusqu'à.

Le rapport du premier ministre belge, M. Tindemans, sur l'union européenne propose que l'Assemblée soit dotée d'un « droit d'initiative » et qu'elle ait le pouvoir d'investir

départ quotidien d'Orly Sud à 11h  
réservations 742 41-12

(3) Le 11 septembre 1852, les gouvernements de la Communauté réduite alors à la C.E.C.A.) demandèrent à l'Assemblée européenne de constituer en assemblée *ad hoc* pour élaborer un projet de communauté politique destinée à constituer l'armée européenne. Toute entreprise sombra avec le rejet de l'armée européenne par la France.





POLITIQUE

ELECTION DES PRÉSIDENTS DE CONSEILS REGIONAUX

PICARDIE : M. Baur (démocrate socialiste) succède à M. Legendre (C.N.I.P.)

De notre correspondant

Amiens. — La présidence du conseil régional de Picardie, une nouvelle fois à l'issue d'un scrutin, a été confiée à M. Baur, démocrate socialiste, succédant à M. Legendre, C.N.I.P. M. Baur, 47 ans, avocat à la Cour d'appel de Paris, a été élu par 30 voix sur 47 votants en remplacement de M. Legendre, C.N.I.P., maire de Compiègne, ancien député, qui se représentait pour la 10<sup>ème</sup> fois le 11-12 janvier. M. Baur, 47 ans, avocat à la Cour d'appel de Paris, a été élu par 30 voix sur 47 votants en remplacement de M. Legendre, C.N.I.P., maire de Compiègne, ancien député, qui se représentait pour la 10<sup>ème</sup> fois le 11-12 janvier.

Depuis quelques jours, déjà, on pressentait que M. Baur, signifiant, vice-président de l'Assemblée nationale, renouvellerait à la présidence du conseil régional de Picardie, une nouvelle fois à l'issue d'un scrutin, a été confiée à M. Baur, démocrate socialiste, succédant à M. Legendre, C.N.I.P. M. Baur, 47 ans, avocat à la Cour d'appel de Paris, a été élu par 30 voix sur 47 votants en remplacement de M. Legendre, C.N.I.P., maire de Compiègne, ancien député, qui se représentait pour la 10<sup>ème</sup> fois le 11-12 janvier.

Auvergne : M. Moreillon, pour la troisième fois.

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — Le conseil régional d'Auvergne, réuni à Clermont-Ferrand, lundi matin 26 janvier, a porté à sa présidence M. Moreillon, ancien député communiste, élu par 34 voix sur 47 votants. M. Moreillon, élu par 34 voix sur 47 votants, a été élu par 34 voix sur 47 votants. M. Moreillon, élu par 34 voix sur 47 votants, a été élu par 34 voix sur 47 votants.

MANUEL MAÇONNIQUE ou TUILLEUR par VILLAUME reproduction de l'édition de 1830 au vol. de 420 p. 75 F + port DERVY-LIVRES 16, rue de Seine - 75006 Paris

ARMÉE

L'affaire des comités de soldats

(Suite de la première page.)

C'est la raison pour laquelle les sept organisations signataires de l'appel se sont donné deux jours supplémentaires de réflexion avant d'annoncer, avec plus de précision, la forme de leur action. Celle-ci pourrait consister en une démarche commune des États-majors politiques

Le texte de l'appel des sept organisations

« Deux mois après l'insurrection ouverte pour la démocratisation de l'armée, l'opinion publique de diversion lancée par le pouvoir a échoué », constatent les signataires de la déclaration commune.

« Les accords des troupes ajoutés à la déclaration, affirment que les soldats sont vides, ce qui confirme le refus du pouvoir de lever le secret. L'occupation apparaît ainsi dans l'indépendance, c'est-à-dire une tentative de diversion que s'est livré le pouvoir et à une critique contre des organisations politiques et syndicales de gauche. »

« C'est donc en fait, poursuit le texte, pour délégitimer que des citoyens français sont frappés par une procédure répressive arbitraire, maintenue à l'indépendance, menaces de lourdes peines par un tribunal militaire d'exception. »

« Il est temps que cette action concertée des soldats, individuelles et collectives. Les organisations signent : — L'Union des soldats et le retrait des incrimations devant la Cour de sûreté de l'État. — L'empêchement des soldats et de sûreté de l'État. — La suppression de la Cour de sûreté de l'État. »

« Les sept organisations signataires, conclut la déclaration, ont décidé d'engager ensemble, sur ces objectifs, de nouvelles démarches, auprès des pouvoirs publics

DÉFENSE

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Des pays européens producteurs d'armes se réuniront à Rome pour discuter des modalités de leur coopération

Sur l'initiative de l'Italie, des représentants de plusieurs pays européens — dont la France — se réuniront, les lundi 2 et mardi 3 février, à Rome, pour discuter du renforcement de la coopération en matière de production d'armement.

Cette réunion se situe en dehors du cadre traditionnel des contacts européens ou atlantiques de coopération, comme l'Europe ou l'OTAN. A ces discussions de Rome, les principaux pays européens sont représentés par des responsables politiques (C'est le cas de la République fédérale d'Allemagne, qui prévoit de désigner M. Siegfried Mann, secrétaire d'État à l'Armement) ou par des hauts fonctionnaires ou ministères de la Défense. La France sera représentée par M. Jean-Louis Delpech, délégué ministériel pour l'Armement.

Selon des informations de bonne source à Paris, les membres de l'Europe ou de l'OTAN, autres que la France, comme, par exemple, la Suède, seront invités en tant qu'observateurs ou participants de plein droit. A la différence du groupe de réflexion ad hoc chargé par l'Alliance atlantique d'étudier les principes d'une coopération et d'un standardisation des armements d'ici à avril prochain, les États-Unis, qui sont membres de la France, en particulier, et de mettre l'accent sur le statut d'une production nationale des armements à des fins d'exportation.

LE PLAN QUINQUENNAL D'ÉQUIPEMENT MILITAIRE

Des programmes d'armements classiques ont été retardés ou ajournés faute de crédits

« Les objectifs de la troisième loi de programme étaient ambitieux », reconnaît le gouvernement dans son compte rendu annuel d'exécution du programme quinquennal d'équipement militaire, qui s'est achevé en 1975, évalue qu'il portait à la fois sur la poursuite du développement des forces nucléaires stratégiques et de la modernisation des forces classiques. La situation économique et sociale interne, l'évolution internationale, reporté qui a été fait en faveur des militaires de la République, ont entraîné des difficultés techniques et l'adaptation à la baisse des dépenses, ont entraîné dans l'exécution des modifications par rapport aux prévisions. Ces modifications sont en fait, des retards, souvent importants, dans la livraison de certains matériels classiques aux armées entre 1971 et 1975.

A l'exception des crédits de 1975, qui sont en forte baisse par rapport aux prévisions, le rapport aux prévisions, à cause du coût des matériels primaires et de la décision de passer aux essais souterrains, les autorisations de programme réellement allouées aux forces nucléaires stratégiques, entre 1971 et 1975, ont été inférieures de 1,8 % à l'enveloppe financière prévue initialement par la loi de programme : soit 27 604 millions de francs. Le gouvernement estime qu'il a pu rester en deça de ses prévisions grâce à des économies réalisées depuis 1971 par la Commission d'économie militaire sur ses dépenses d'études et de fabrication.

Ce sont les crédits de l'armement nucléaire tactique, avec notamment des productions, que le gouvernement, sous des contraintes de retard technologique ou à l'incidence des hausses économiques plus rapides que prévues, et périodiquement compensées dans les budgets successifs.

Entre 1971 et 1975, l'armée de terre n'a reçu que 85 % des chars de combat AMX-30 dont la livraison avait été prévue : 27 % des blindés légers AMX-10, et 5 % des AMX-13 modernisés ; 80 % des hélicoptères Puma et Gazelle ; 55 % des engins automobiles amphibies Colibri ; 70 % des systèmes d'armes antichars Milan et 44 % seulement, des lance-roquettes antichars de 89 millimètres.

Dans la marine, la construction de la troisième frégate F-67 de lutte anti-sous-marin a connu un retard, et la mise en chantier d'un bâtiment antinaves a été ajournée pour être remplacée par une opération — l'arrêt plus économique — de modernisation de cinq destroyers d'un modèle antérieur. L'aéronavale a réduit de six exemplaires le nombre de ses avions de transport Nord 262 commandés.

L'armée de l'air, dans le même temps, a commandé 86 % des avions d'appui tactique Jaguar, initialement prévus. Mais elle a acquis onze intercepteurs Mirage F1 supplémentaires, deux chasseurs-bombardiers DC-8 de transport intercontinental et elle a été autorisée à mettre en œuvre un système aéroporté à long rayon d'action destiné au recueil d'informations et à la guerre électronique pour la détection, le brouillage et les contre-mesures des émissions radio-électriques ou électromagnétiques adverses.

SEMAINE DU GANT

du mardi 27 janvier au mardi 3 février

- GANT de conduite, cousu main, en agneau marron. 56F Modèle ville. 62F
- GANT agneau velours, cousu main. Gris ou marron. 74F
- GANT de conduite, cousu main, pécari Cork. 86F
- GANT pécari, cousu main. 75F

MADELOINES

procédé de la Madeleine - Paris ouvert de 9h à 19h30

SOLDES

- remises sur stock jusqu'à 31 janvier
- 50% sur Ouro Preto
- 40 % sur Polar
- 37 % sur Carioca
- 34 % sur Recife
- 33 % sur Iguaçu
- 32 % sur Amazon
- 30 % sur bibliothèques
- 20 % sur tapis
- 10 % sur objets d'art

possibilités crédit jusqu'à 24 mois

Ouro-Preto: chauffeuses en cuir et palissandre de Rio formant un ensemble salon. La chauffeuse: 3.980 F

15.130 F POLAR: canapé 3 places et 2 fauteuils en cuir. 8.990 F

PARIS 43 avenue de Friedland - tél. 359.2210 NICE 5 Promenade des Anglais - tél. 87.16.07

La Boutique du Brésil









# EST UN AN DE PLUS

La jeunesse, c'est une question de silhouette. Conserver une taille fine, retrouver des hanches étroites, cela mérite quelques efforts : quitter la table avec encore un petit peu d'aim, vous servir de vos jambes plus que de votre voiture, boire abondamment mais Contrex de préférence aux vins, alcools et boissons sucrées.

A elle seule, l'eau minérale naturelle de Contrexville ne fait pas de miracle ; simplement, elle donne une meilleure chance à vos efforts pour lutter contre le poids.

**aide-toi... CONTREX t'aidera !**



L.E.G. - 79/41



# LA VIE DE L'INDUSTRIE

## LA PÉRI-INFORMATIQUE : un marché sans unité



Les matériels regroupés artificiellement sous la dénomination de péri-informatique appartiennent en réalité à quatre catégories différentes. On y trouve d'abord ceux des périphériques d'ordinateurs qui sont vendus par des constructeurs différents des fabricants d'unités centrales. La seconde catégorie est celle des terminaux connectés à distance aux unités centrales par des lignes de transmission de données. La troisième groupe les équipements de saisie de données qui mettent les informations sous une forme assimilable par l'ordinateur. La quatrième catégorie n'est autre que ce que l'on appelle aujourd'hui l'informatique li-

gère, c'est-à-dire les minis et les micro-ordinateurs. LES PÉRI-PHÉRIQUES D'ORDINATEURS ont atteint, en 1973, un volume de livraisons d'environ 8 milliards de francs dans le monde. On ne compte pas dans ces chiffres les matériels périphériques produits par des tiers en commandes auxiliaires eux-mêmes (1), mais seulement ceux produits par des constructeurs indépendants, ou du moins constructeurs de façon indépendante. Ces périphériques, se répartissant pour deux tiers en matériels auxiliaires tels que disques ou bandes magnétiques, et pour un tiers en équipements d'entrée ou de sortie d'informations (lecteurs de cartes perforées, imprimantes, etc.). Certains sont construits par des industries spécialisées (Control Data, par exemple) qui les vendent aux constructeurs d'unités centrales, lesquels les utilisent en substitut à ceux du constructeur principal, et vendus ou loués à des conditions plus avantageuses pour le client. On estime que le quart des disques ou des bandes magnétiques employés aux États-Unis sur des ordinateurs IBM, sont commercialisés par des spécialistes des matériels « compatibles » (Memorex, Telex, Calcomp, etc.), lesquels réalisent fort bien au travers de quelques proches rattachés, ce que le géant mondial

par lots de programmes entiers, sans que le temps de réponse de l'ordinateur central soit fondamentalement affecté. Les terminaux dits « légers » comprennent un simple clavier de machine à écrire et une petite imprimante, dont la vitesse d'impression est le plus souvent limitée à quelques dizaines de caractères par seconde. Ils constituent le support le plus courant du dialogue direct avec l'ordinateur central, utilisé en « temps partagé » entre plusieurs dizaines ou centaines d'utilisateurs différents. La norme du principal constructeur (TELETYPE) est presque devenue un nom commun universel.

La troisième catégorie est celle des terminaux dits « intelligents », nés autour des besoins de visualisation et de gestion cathodique et progressivement étendus de mémoire et de petites unités de traitement logique. Ces terminaux sont utilisés pour dialoguer avec l'ordinateur central, mais sont aussi capables d'effectuer localement certains traitements d'information. Ils sont vraisemblables que, avec l'abaissement des coûts, les terminaux intelligents prendront progressivement une part de plus en plus importante. Le marché en est très disputé. Les constructeurs d'unités centrales n'étant naturellement pas absents de la compétition.

LES ÉQUIPEMENTS DE SAISIE DE DONNÉES des constructeurs indépendants ont un marché de l'ordre de 8 milliards de francs. La saisie de données, c'est-à-dire la

Avec les accords que viennent de conclure les sociétés C.I.L. et Honeywell-Bull, l'informatique amorce en France une nouvelle structuration. Reste cependant au gouvernement à achever la réorganisation de ce secteur industriel en poussant les nombreux constructeurs à se spécialiser dans des domaines précis de l'informatique vers des regroupements. L'annonce officielle de ce plan péri-informatique, qui aurait dû normalement être faite avant le début de l'année 1976, est impatiemment attendue. Mais les industriels concernés paraissent avoir grand mal à s'entendre, et le gouvernement n'a évidemment aucun intérêt à faire connaître le montant des aides et subventions qu'il est prêt à accorder avant que les entreprises qui en bénéficieront n'aient fait le premier pas.

Le désir du gouvernement de promouvoir la péri-informatique date de plusieurs années déjà. La péri-informatique représente en effet un marché important, 30 à 40 milliards de F par an dans le monde, environ le quart du marché total des matériels d'informatique. À tel point, le marché français a atteint 2 500 mil-

liards de F en 1974, et sans doute près de 3 milliards de F en 1975. Ce marché, cependant, est très diversifié, et le nom péri-informatique regroupe des matériels très différents. Rien d'étonnant donc que les constructeurs soient nombreux. Le club de la péri-informatique française, constitué en 1972, ne compte pas moins de trente et une sociétés, qui ne détiennent que le tiers du marché national (700 millions de F en 1974), le reste étant aux mains d'industries étrangères. Le plus important des constructeurs français n'a fait, en 1975, qu'un chiffre d'affaires de l'ordre de 250 millions de F.

Quel gouvernement souhaite voir les constructeurs se regrouper pour constituer deux ou trois pôles de dimension internationale n'a donc rien d'étonnant. Les deux secteurs auxquels l'industrie française est le mieux placée sont les mini-ordinateurs universels, les terminaux d'ordinateurs et la saisie de données. L'objectif est de voir l'industrie française augmenter sa part du marché national et en même temps le marché en 1980, au moins pour les mini-ordinateurs universels.

riels robustes conçus il y a une dizaine d'années pour les applications de l'industrie et de l'armée. Le qualificatif d'universel traduit la grande variété de leurs emplois : 20 % des mini-ordinateurs sont utilisés pour des applications industrielles (surveillance d'usines, commandes de machines), 20 % pour des traitements liés à l'instrumentation scientifique, 20 % pour la transmission de données, 10 à 15 % pour les calculs scientifiques, 10 à 15 % pour la gestion.

En expansion très rapide, on estime leur nombre à environ cent cinquante mille dans le monde (dont mille en France). Les grands constructeurs d'ordinateurs sont pratiquement absents de ce domaine, et le principal fournisseur mondial est Digital Equipment. Les constructeurs de mini-ordinateurs installés en France (un peu moins de la moitié en valeur).

Les mini-ordinateurs de gestion, souvent espérés ordinateurs de bureau, sont dans le monde plusieurs centaines de milliers. Il en existe environ trente mille en France, dont seulement cinq mille sont véritablement des ordinateurs avec mémoire auxiliaire sur disque magnétique. Ils sont presque exclusivement utilisés pour le traitement de fichiers administratifs dans des entreprises de taille moyenne. Plusieurs constructeurs européens, Nixdorf (Allemagne), Olivetti (Italie), Philips (Pays-Bas), occupent une place de choix sur le marché mondial, suivis des grands constructeurs américains commençant à s'émanciper fortement. En France, Logica a eu en 1975 des livraisons de 1974.

(1) Le chiffre d'affaires d'I.B.M. en plus petits matériels actuels des mini-ordinateurs, est estimé à 100 milliards de francs en 1975. (2) La division de l'Agence C.I.L. chargée des mini-ordinateurs n'a fait pas partie de l'accord récemment conclu avec Honeywell-Bull.

Il y a pas de grande ou de petite informatique, selon Honeywell, pour qui le niveau de prix allant de 6 000 à 9 000 F par mois est à l'heure actuelle plus préoccupant pour les grands constructeurs, comme pour les petits. Dans les cinq prochaines années, ce marché est estimé à deux cent mille ordinateurs dans le monde, et à vingt mille en France. Honeywell, qui a toujours été la clientèle des nouveaux utilisateurs, s'inspire une part substantielle (dix mille ordinateurs au moins).

Il n'est pas question, à ce niveau de prix, de fournir au client une assistance gratuite à la mise en œuvre. Le matériel proposé est un matériel qui pour un quart dans le prix de revient du constructeur, à côté des frais de distribution et d'entretien.

Les clients n'ont pas généralement les connaissances suffisantes, et Honeywell encourage le recours aux sociétés de services, sans multiplier de préférence pour l'une ou l'autre d'elles. Ceci obligera ces sociétés à se spécialiser dans tel ou tel domaine d'application.

Avec le « 61/40 » Honeywell vient abaisser le seuil d'accès à l'informatique « transactionnelle ». Celle-ci permet à l'utilisateur un véritable dialogue avec son ordinateur, à partir de plusieurs postes de travail utilisés simultanément. Cette conception met l'adresse aussi bien aux petites entreprises, nouvelles venues de l'informatique, qu'à des services décentralisés des grandes entreprises. Ceux-ci ont leur mini-ordinateur de gestion et leur gros ordinateur centralisés par des lignes techniques de transmission de données.

### LA PRÉDOMINANCE AMÉRICAINE

En terme de matériels livrés, la répartition des matériels de la péri-informatique dans les différents pays industrialisés n'est pas sensiblement différente de ce qu'elle est dans le domaine de l'ordinateur en général. Plus de la moitié des matériels produits sont livrés aux États-Unis, le quart en Europe et 10 % au Japon. Le marché français, dont l'ordre de grandeur est de 10 % de celui des États-Unis, se situe à environ 7 % du marché mondial.

En terme de production, les constructeurs américains, qui commercialisent 85 % des matériels informatiques dans le monde, réalisent 70 % des équipements de péri-informatique. Les constructeurs français réalisent 30 % du marché mondial de la péri-informatique (près de la moitié dans le secteur particulier de l'informatique légère), alors que leur poids relatif à l'échelle mondiale est de 15 % dans la consommation nationale en équipement d'informatique légère.

LES TERMINAUX À DISTANCE représentent un second marché sensiblement équivalent (6 500 milliards de francs) à celui des matériels livrés par les constructeurs d'unités centrales. On peut les classer en trois catégories : les matériels de transmission de données, dont le chiffre d'affaires est équivalent. Tout d'abord, les terminaux dits « légers » qui constituent un ensemble d'équipements informatiques assez complets : lecteurs de cartes, imprimantes, bandes magnétiques, matériels de transmission de données, avec parfois même un petit ordinateur local, ils sont utilisés selon une procédure de traitement

### LE MARCHÉ MONDIAL : VALEUR DES ÉQUIPEMENTS LIVRÉS (en millions de francs)

	Marché mondial (1973)	Marché français (1974)
Périphériques d'ordinateurs	8 000 21 %	620 19 %
Terminals à distance	6 500 23 %	490 16 %
Équipements de saisie de données	6 500 23 %	490 16 %
Autres	1 800 4 %	200 6 %
TOTAL	22 800 100 %	2 800 100 %

## Le mini-ordinateur universel : un domaine en expansion

Le mini-ordinateur universel, né il y a dix ans des applications industrielles de l'informatique, se caractérise par sa simplicité physique, sa rapidité de calcul et la modicité de son prix. C'est-à-dire, cependant, qu'il ne faut qu'on ne le dit parfois. Certes, les unités centrales (1) des mini-ordinateurs ne sont vendues que quelques dizaines de milliers de francs, parfois même moins de 10 000 francs, mais la part de l'unité centrale dans une configuration moyenne n'est que de 15 %. Au début de 1976, le prix réel d'un mini-ordinateur est de 350 000 francs en moyenne. Il s'élève en pratique de 50 000 francs à plus de 1 million de francs.

Déjà, en 1980, l'unité centrale ne représenterait alors plus que 10 %, et le prix moyen tomberait à 200 000 francs (en francs d'aujourd'hui) le nombre des grosses configurations diminuant de façon plus sensible.

Cette évolution, modeste en apparence, cache en fait un développement considérable des possibilités techniques et donc du domaine d'emploi. Aujourd'hui, les plus petites configurations (prix moyen de l'ordre de 50 000 francs) représentent environ 40 % du nombre des mini-ordinateurs installés.

Elles sont réalisées surtout avec des processeurs dont la longueur d'onde est seulement de 0,5 à 1,5 microns (c'est-à-dire dix à cent fois plus courts que ceux des ordinateurs classiques). Les futurs modèles de mini-ordinateurs auront des mots plus longs : 16 bits en général. Certains ont déjà fait leur apparition dans le courant de 1975 (C.I.L. de Digital Equipment, I.B.M. de 3008 de Computer Automation, Multis 3 de Intertronique, SCLAR 16/08 de Télématique, etc.). Ils sont encore relativement limités, le temps nécessaire pour accomplir deux mots de 16 bits de longueur étant de 0,5 à 1 microseconde (un millionième de seconde). La capacité maximale de leur mémoire se situe à 32 000 mots. Mais, à prix égal, et même inférieur, ils représentent un progrès considérable par rapport à leurs aînés. Ils se démarquent ainsi des mini-ordinateurs à nouveaux venus sur le marché avec le développement des microprocesseurs, et qui restent comparables aux plus petits des mini-ordinateurs actuels, avec traitement de données limitées à 8 bits, ou même à 4 bits.

On estime qu'en 1980 la moitié des installations de petits matériels de bureau, au prix moyen de 50 000 francs, de 60 000 francs. Ils présentent sous forme d'une simple carte de cir-

cuite électronique, ils sont destinés à être incorporés, par leurs acheteurs, dans un ensemble plus complexe.

A l'opposé, les gros mini-ordinateurs, qui représentent un certain développement, en même temps que leur prix moyen s'abaisse d'un tiers et que leurs performances s'améliorent considérablement. Alors que les « minis » se contentent aujourd'hui du plus souvent de traiter des mots de 16 bits, ils traitent couramment des mots de 32 bits, tout comme les gros ordinateurs. Ils sont également apparus dans cette année 1975 (I.B.M. de Digital Equipment, Multis 3 de Intertronique, SCLAR 16/08 de Télématique, etc.). Ils sont encore relativement limités, le temps nécessaire pour accomplir deux mots de 32 bits de longueur étant de 0,5 à 1 microseconde. La capacité maximale de leur mémoire se situe à 32 000 mots. Mais, à prix égal, et même inférieur, ils représentent un progrès considérable par rapport à leurs aînés. Ils se démarquent ainsi des mini-ordinateurs à nouveaux venus sur le marché avec le développement des microprocesseurs, et qui restent comparables aux plus petits des mini-ordinateurs actuels, avec traitement de données limitées à 8 bits, ou même à 4 bits.

On estime qu'en 1980 la moitié des installations de petits matériels de bureau, au prix moyen de 50 000 francs, de 60 000 francs. Ils présentent sous forme d'une simple carte de cir-

### ÉVOLUTION DES CARACTÉRISTIQUES ET DU MARCHÉ

	1975			1980		
	Petit	Moyen	Gros	Petit	Moyen	Gros
Longueur du mot (nombre de bits)	8-12	16-32	16-32	16	16-32	32
Capacité maximale de mémoire (milliers de mots)	16-32	32-64	128-256	32	128	512
Temps d'exécution (microsecondes)	3-10	1-4	1-2	2-4	1-2	0,5-2
Prix moyen (en francs d'aujourd'hui)	30	400	800	60	250	600
Part relative du marché (en nombre)	30	32	15	18	40	20

Cette page a été réalisée par Jean-Marc Chabannes et Dominique Verguète

## Gulliver au pays des nains

Les mini-ordinateurs de gestion sont destinés surtout aux petites entreprises. C'est le tiers des constructeurs spécialisés, souvent de petite taille eux aussi. On peut en tracer une frontière symbolique au niveau de prix de 20 000 F par mois. C'est-à-dire à moins de 400 000 F à la vente.

### IBM

#### Les objectifs

En avril 1975, lors de l'annonce, en France, de l'E.I.B.M. 32, l'objectif officiel était de mille installations en un an. Mais sur les chiffres exacts de leurs ventes, les dirigeants d'I.B.M. France ont, au début de 1976, un large sourire. Le délai de livraison du 32 s'est dépassé maintenant les six mois.

Sur un marché où la vente des matériels est la règle générale, IBM réussit à louer dans la proportion de 60 % environ une possibilité d'usage aux utilisateurs sérieux à des utilisateurs nouveaux venus à l'informatique pour le plaisir.

#### La mise en œuvre

IBM suggère à ses clients trois possibilités : l'embauche d'un programmeur, la formation d'une personne de l'entreprise aux techniques de l'informatique ou le recours aux sociétés de services. Les trois possibilités ont un succès équivalent auprès de la clientèle française. Celle-ci, très individualiste, reste hostile aux « programmes-produits ».

Quelle que soit la solution retenue, il faut compter un prix de revient global de l'ordre de 20 000 F par mois (hors des applications informatiques (facturation, comptabilité...)).

#### Les techniques d'emploi

Le petit utilisateur, ayant toute chose, doit dominer la gestion automatique de ses fichiers. Il s'agit de le faire passer de la saisie à la mise en œuvre à des méthodes plus complexes, et l'utilisation de l'E.I.B.M. 32 reste traditionnelle. Potentiellement, le mini-ordinateur peut être utilisé de façon très diversifiée, mais la technique d'emploi est la même.

### HONEYWELL

#### Les objectifs

Il n'y a pas de grande ou de petite informatique, selon Honeywell, pour qui le niveau de prix allant de 6 000 à 9 000 F par mois est à l'heure actuelle plus préoccupant pour les grands constructeurs, comme pour les petits. Dans les cinq prochaines années, ce marché est estimé à deux cent mille ordinateurs dans le monde, et à vingt mille en France. Honeywell, qui a toujours été la clientèle des nouveaux utilisateurs, s'inspire une part substantielle (dix mille ordinateurs au moins).

Il n'est pas question, à ce niveau de prix, de fournir au client une assistance gratuite à la mise en œuvre. Le matériel proposé est un matériel qui pour un quart dans le prix de revient du constructeur, à côté des frais de distribution et d'entretien.

Les clients n'ont pas généralement les connaissances suffisantes, et Honeywell encourage le recours aux sociétés de services, sans multiplier de préférence pour l'une ou l'autre d'elles. Ceci obligera ces sociétés à se spécialiser dans tel ou tel domaine d'application.

Philips: 50.0 mini-ordinateurs systèmes

Data Systems

تكنولوجيا من الأصل

**MICROPROCESSEURS  
ET  
MICRO-ORDINATEURS**

**20 années d'expérience dans  
l'un des plus grands laboratoires  
du monde**

A partir de ses connaissances scientifiques, Philips devait évaluer une expérience étendue dans la mise au point, la fabrication et les applications des ordinateurs.

Philips utilise sa production informatique pour ses propres besoins. En effet, dans toutes les organisations Philips du monde, 440 ordinateurs de bureau, 150 gros ordinateurs et 780 microordinateurs travaillent jour et nuit en permanence. Ils ont les rôles les plus divers : traitement des commandes, gestion des stocks, circulation des marchandises, calcul des coûts de production, programmes de livraison, planning, design, administration, recherche scientifique et contrôle de processus.

## Faits et chiffres

Les ordinateurs de bureau peuvent s'adapter aux besoins de chaque client. Il est en effet possible d'étendre la capacité des systèmes grâce à une gamme étendue de périphériques.

Actuellement, l'accroissement de la demande en petits systèmes est constant. Très efficaces et cependant économiques, les ordinateurs de bureau Philips répondent à cette demande. Installés rapidement, leur utilisation est simple. Des programmes standard facilitent encore leur exploitation.

## L'efficacité des grands

A l'avenir, le marché sera orienté vers de petits systèmes qui s'intégreront facilement dans les moyennes et grandes entreprises sans en bouleverser les structures.

Les systèmes informatiques de gestion Philips de la série P 450 lancés en 1975 répondent parfaitement à cette tendance.

**Philips Data Systems:  
votre partenaire pour l'avenir**

10 000 personnes réparties dans 26 pays sont à votre service au sein de Philips Data Systems.

De nouveaux modèles d'ordinateurs de bureau, de petits ordinateurs de gestion, de systèmes de séisme et de terminaux seront bientôt lancés sur le marché et viendront consolider la position de Philips dans le domaine de l'informatique.

En informatique, faites confiance à Philips, votre partenaire pour l'avenir.

**Utilisations multiples**

Les mini-ordinateurs jouent un rôle

**Philips Data Systems**

**Philips Data Systems:**  
votre partenaire pour l'avenir

10 000 personnes réparties dans  
26 pays sont à votre service eu sein de

**Philips Data Systems.**  
De nouveaux modèles d'ordinateurs de bureau, de petits ordinateurs de gestion, de systèmes de sélect et de terminaux seront bientôt lancés sur le marché et viendront consolider la position de Philips dans le domaine de l'informatique.

**En informatique, faites confiance à Philips;  
votre partenaire pour l'avenir.**

### Utilisations multiples

Les mini-ordinateurs jouent un rôle capital dans l'automatisation industrielle. Les mini-ordinateurs Philips de la série P 800 peuvent être programmés pour gérer de nombreux systèmes et processus industriels. Par exemple : matériel d'analyse des rayons X, microscopes électroniques, mesures et contrôles, télégraphes, téléphones, radars, contrôle de circulation, administration médicale, thérapie, planning de diagnostics et de traitements, gestion et contrôles des divers processus industriels tels que fabrication en série, épuration des eaux et conditionnements des produits alimentaires, etc.

## Logiciel d'application très souple

Indépendamment de sa taille, chaque entreprise a des exigences propres pour le traitement de ses données. Une connaissance étendue des problèmes liée à une importante bibliothèque de programmes permet à Philips de résoudre les différents cas et de s'intégrer à des organisations déjà en place.

En outre, nous avons également prévu d'intégrer nos équipements ainsi que leur logiciel de système, de banques de données et de communication de données dans les systèmes de réseaux d'information.

Malgré leur petite taille, ils ont une capacité pratiquement équivalente aux gros ordinateurs des années passées.

## Accès immédiat à l'information

La décentralisation est devenue l'un des aspects essentiels de l'entreprise actuelle. Des terminaux situés à différents emplacements assurent à l'utilisateur l'accès direct à un ordinateur central pour la préparation, la saisie et la recherche des informations ou pour l'exécution d'un programme.

Des milliers de terminaux multi-applications Philips X 1150 sont installés dans diverses sociétés d'Europe occidentale.

## Des terminaux intelligents

Les terminaux permettent d'exploiter efficacement l'ordinateur central. Le système Philips PTS 6000, doté de terminaux intelligents, est utilisé par les plus grands établissements bancaires d'Europe.



## Data Systems

# PHILIPS

## MÉTÉOROLOGIE



## MOTS CROISÉS

---







**PALAI DES CONGRES SALLE BIEUF**

Congrès de 12H30 à 18h - Pay 16' / pers. 75-125-20-19-14-10-7-5-3-2-1-0

les mardis et jeudis à 20H30

**LE CLUB DU CINEMA ET DE LA TELEVISION**

Des programmes singuliers en un mot  
de 19 h à 21 h 15 - tous les jours

**CINEMA POUR LA JEUNESSE** 75-28-62



















offres d'emploi

ingénieur  
responsable  
des ventes

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

NIPPON ELECTRIC COMPANY, important groupe japonais multinationale, spécialisée dans la fabrication de composants électroniques et d'instruments d'équipement pour télécommunications, développe sa filiale récemment implantée en France, dans le but de développer les ventes auprès des constructeurs. Il aura des fonctions de prospection, de conseil technique, de gestion et d'organisation et devra assurer l'interface entre la Direction de l'Europe et les services techniques de la Division de l'Europe. Il devra également assurer la politique commerciale de la filiale, de connaître le marché et de faire connaître l'entreprise.

Envoyez C.V. photo récente et rémunération actuelle à l'adresse ci-dessous (sous pli fermé). Les candidatures seront traitées par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

NÉGOCIATRICE  
39/45.500 F

Notre Société est spécialisée dans l'étude, la construction et la gestion de centres commerciaux. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons actuellement une jeune collaboratrice pour participer à la prospection de nos clients auprès d'une clientèle qui va de la boutique à la chaîne de magasins.

A la base d'une excellente présentation, vous devez d'une grande capacité de contact à tous les niveaux et vous avez la sensibilité commerciale. Vous disposez, par ailleurs, d'une première expérience de la réalité de la vie dans l'entreprise et vous êtes titulaire du Baccalauréat.

Si vous avez, comme nous, le sens de la réalité, nous souhaiterions vous rencontrer.

Merci d'envoyer votre C.V. et la référence 2885 à :

**INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE**

8 RUE DE LA ROCHETTE, PARIS 19

à qui vous avons confié cette recherche.

TRES IMPORTANT GROUPE  
recherche pour Siège PARIS  
**JEUNE CADRE**

POUR ETUDES DE MARCHÉ  
BIENS DE CONSOMMATION  
DURABLES

- Réalisation d'études ou de synthèses à partir d'informations.
- Travail de synthèse sous les aspects :  
QUALITATIF et QUANTITATIF  
Ce poste consiste en l'étude de la  
FORMATION SUPÉRIEURE :  
Dont : le. l'enseignement ou formation  
économique européenne.
- Expérience de 2 à 3 ans en formation.

Large possibilité de carrière.

Adresser C.V. et photographie récente à :

PARFRANCE S.A.  
4, rue Robert Schuman 75008 Paris  
qui transmettra.

offres d'emploi

**BROWN & ROOT** - Leader mondial de l'OFFSHORE PETROLIER  
recherche pour ses bureaux à la DEFENSE

**INGENIEUR DE FABRICATION**  
structure - chaudronnerie

IL AURA POUR MISSION :

- d'établir les relevés du matériel à partir des plans préliminaires,
- d'assister les Représentants de Services dans la conception des plans détaillés,
- de maintenir nos propres Représentants et ceux du Fabricant, informés de toute modification des plans de construction ou des plans révisés,
- d'assister les Représentants de Services dans la réception, la recherche, l'évaluation et la correspondance avec les Engineering-Fournisseurs,
- de tenir à jour les plans de production, fabrication et assemblage,
- de collaborer avec le Service Inspection, afin de vérifier les quantités facturées pour paiement.

LE CANDIDAT IDEAL AURA :

- une expérience de 5 ans au minimum dans un ENGINEERING PETROLIER ou PETROCHIMIQUE,
- de bonnes connaissances des structures marines,
- un bilinguisme anglais.

Notes : vous recevrez l'envoi de vos lettres de candidatures et C.V. (qui bénéficieront d'un secret absolu) au :

DIRECTEUR DU PERSONNEL

**Brown & Root**  
Tour Franklin-Cedex n°11. 92081 PARIS LA DEFENSE



Tour Franklin-Cedex n°11. 92081 PARIS LA DEFENSE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
FRANÇAISE  
recherche pour ses  
SERVICES TECHNIQUES

**DEUX JEUNES INGENIEURS**  
DEVELOPPEMENT

Après une période de formation, ils devront être capables d'assurer la responsabilité technique d'une partie de la production et de concevoir à la conception et à la mise en œuvre de nouveaux articles.

L'intégrité des objectifs, la maîtrise des communications, la connaissance des autres secteurs d'activité de l'entreprise (production, marketing, qualité, prix de revient).

Ces deux postes s'adressent à de jeunes diplômés capables de s'intégrer dans une équipe et ayant le goût des contacts.

- L'un sera de formation :  
CENTRALE, ENSIC, ENSAT, MINES ;
- l'autre de formation :  
AGRONOMIQUE (spécialisation mécanique agricole).

LIEU DE TRAVAIL : PARIS (pr. banl. Nord-Ouest).

Envoyez avec C.V. : photo, notes et références à :

L.T.P. - 11, bd. des Capucines 75002 PARIS, sous référence n° 504, qui transmettra.

LA B.N.P.  
recherche

POUR SES CENTRES DE TRAITEMENT  
DE PARIS ET DE MARNE-LA-VALLÉE

**DES SPECIALISTES**  
PRATICIENS  
DES TELECOMMUNICATIONS

Répondre aux mesures des lignes valant les services « P. et T. » et qui seront chargés de la surveillance d'un réseau de Télécoms.

Répondre à l'admission aux C.F. et présentations à l'ANP - Division Exploitation.

Adressez : 1050 PARIS CEDEX 09.

La filiale d'un groupe international recherche

**SON DIRECTEUR DE PERSONNEL**

Solide expérience de la fonction indépendante d'ingénieur spécialisé - Edge right parcours.

Envoyez sous référence 28005 à :

L.T.P. 11, bd. des Capucines 75002 Paris  
Direction Attraction, réponse assurée

La discrétion la plus absolue est assurée.

offres d'emploi

**GAP SOGETI**  
SYSTEMES  
recherche  
INGENIEURS INFORMATIQUES

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (X, ESC, ENSI, ENSA...).

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience professionnelle.

Vous avez travaillé sur des systèmes d'information.

Vous connaissez les systèmes d'exploitation les plus récents (OS-19, GCOS 8, REXIS 8).

Vous pratiquez le télétravail et vous êtes capable de travailler de façon autonome.

Vous souhaitez évoluer vers le métier de consultant auprès de grandes entreprises.

Envoyez à Alain LEXAINE, GAP, SOCIÉTÉ SYSTEMES, 5, rue de la République 75001 PARIS.

**GAP SOGETI**  
SELECTION

**INGENIEUR**  
spécialiste en  
ENGINEERING

Il lui sera confié la responsabilité du développement technique de nos équipements actuels et futurs : projets, budgets, négociations de marchés, réalisation et mise en route, en liaison avec bureaux d'études spécialisés et fournisseurs.

Ce poste - aux responsabilités élargies - lui permettra de faire évoluer son rôle technique et de gestion - devrait permettre à un ingénieur :

- d'être diplômé d'une grande école (AM, ICAM, ON, ou équivalent) ;
- d'avoir intégré les données techniques dans leur contexte économique global, par exemple, à une première expérience (3-5 ans) d'ingénieur d'Ateliers dans une société d'engineering ;
- d'avoir une expérience professionnelle effective ou bien d'une entreprise ayant - du fait de son développement - d'importantes réalisations en projet ;

Les candidats intéressés adresseront leur C.V. avec photo et prétentions au service 7685M.

**plein emploi PUBLICITE**

10 rue du malin 2°

Importante Société de Biens d'Équipements Industriels  
Filiale Groupe  
DENAIN - NORD-EST - LONGWY  
recherche

**chef du service**  
réalisation contrats

Ingénieur. Grandes écoles, au moins 35 ans, parlant anglais et si possible d'autres langues.

Il aura la responsabilité de l'encadrement et de l'animation d'un service d'une dizaine d'ingénieurs et cadres traitant de gros contrats de biens d'équipements industriels pour la France et l'étranger.

Il sera responsable vis-à-vis du Directeur de Division de la bonne exécution des contrats : budget - planning.

Il devra assurer la coordination avec son service de son équipe qui se verra des Services de la Société et de la clientèle.

Il fera progresser les procédures de déroulement des affaires, il assurera les autres services de la Société dans la négociation de nouveaux contrats.

Une expérience analogue, complétée par une expérience en Bureaux d'Études et de Chantiers serait fortement appréciée.

Ce poste à Paris comporte des perspectives d'avenir.

Adresser lettre man. + C.V. + photo + résum. sous référence 33-75 A.

SEXTANT/DPA  
162, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 Nanterre-sur-Seine  
qui transmettra.

**GROUPE INDUSTRIEL**  
ET COMMERCIAL FRANÇAIS  
DE NOTORIÉTÉ MONDIALE  
recherche

**EXPERT FISCAL**

- Nous recherchons un spécialiste de premier plan capable de participer à la conception d'une politique fiscale internationale en liaison directe avec la direction générale et de la mettre en œuvre localement.
- Ces responsabilités ne peuvent être confiées qu'à un homme de formation supérieure, bénéficiaire d'une expérience approfondie des problèmes fiscaux français et internationaux, bon juriste, possédant une bonne connaissance de comptabilité générale et industrielle.

Adresser candidature à :

INTERMEDA n° 317, 39 rue Lafayette,

75009 PARIS, qui transmettra.

La discrétion la plus absolue est assurée.

**IMPORTANT GROUPE**  
DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE  
recherche

**2 ACHETEURS**

L'acheteur est, avant tout, un homme passionné par les produits (fabrication, prix de revient, emballage, présentation...). Il est capable de déterminer le vrai prix d'un produit. Maîtrise plusieurs méthodes d'achat, il sait les utiliser à bon escient.

Ces postes nécessitent :

- une formation de base type grande école commerciale (HEC, ESCP, ENSA...).
- une expérience professionnelle d'un minimum 3 ans,
- de résider dans la région parisienne et d'accepter des déplacements courts et fréquents en France métropolitaine.

Vous trouverez chez nous :

- un travail passionnant : vous serez le vrai chef de plus de 300 produits que vous aurez sélectionnés ou fait fabriquer ;
- une rémunération à la hauteur de vos responsabilités,
- une entreprise performante qui a progressé de plus de 30 % chaque des 7 dernières années (chiffre d'affaires actuel de 3 milliards de francs).

Si vous vous sentez assez de talent pour rejoindre notre Équipe, adressez un C.V. manuscrit avec photo et votre niveau actuel de rémunération, sous réf. 46963 à Hervas Contact, 156, bd. Hausmann, 75008 Paris.

**UN DES PREMIERS GROUPE AMÉRICAINS**  
RECHERCHE POUR PARIS

**DIRECTEUR FINANCIER INTERNATIONAL**  
Division produits cosmétiques de renommée et d'implantation mondiale

Il sera chargé de la supervision et du contrôle de l'ensemble des activités financières de la société française et de ses filiales réparties dans le monde entier.

Le poste convient à un candidat diplômé d'une Grande École (HEC, ENSA, ENSIC ou équivalent) âgé d'au moins 35 ans. Il aura une parfaite maîtrise des techniques financières, comptables et informatiques, acquises de préférence dans une société anglo-saxonne, un sens aigu des relations humaines lui permettant de s'intégrer à un milieu cosmopolite.

Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable pour ce poste qui requiert fréquents déplacements en Europe et dans le monde.

Une rémunération élevée sera versée conformément à un candidat de valeur.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer C.V. et prétentions à T.B. Baker, Europe Conseil, 2, avenue Montaigne, 75008 Paris, sous la référence 36037.

Direction assurée.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**  
C.A. 120 millions PARIS-PANTIN  
recherche

**INGENIEUR DE GRANDE CLASSE**

Diplômé Grande École

35 ans minimum, dynamique, pour prendre la responsabilité des études et recherches.

Il devra assurer les études de prototypes et le lancement d'appareils nouveaux de série.

Spécialiste pratiquant de la mécanique, connaissances électromécaniques, combustion gaz et thermique, petite élévation.

Remarquable opportunité pour personne de valeur.

Adresser C.V. manuscrit avec photo et prétentions à :

ETTES, 36, av. de l'Opéra - 75002 PARIS qui transmettra.

La discrétion la plus absolue est assurée.

**HMPT SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE**

**LIBRES RAPIDEMENT**  
**DES JEUNES DIPLOMÉS**

**L.U.T. DE GESTION**  
ou ÉQUIVALENT

ayant été une première expérience professionnelle.

Envoyez C.V. et prêt. au n° 3633 à CONTEXTE

Publ., 36, av. de l'Opéra, 75002 Paris Cedex 01, qui tr.

مكتبة من الأصول















# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## La monnaie du bon plaisir

(Suite de la première page.)

Le régime des changes est celui du flottement. Le retour à des parités fixes entre les monnaies, c'est-à-dire l'obligation d'une discipline pour maintenir des rapports stables, est renvoyé aux calendes grecques, ou plutôt, aux calendes américaines. Les dispositions acceptées à ce sujet correspondent à un vœu qui n'est même pas pieux. Les responsables du Fonds monétaire pourraient en décider. Les responsables sont en fait et en droit commandés par la trésorerie américaine, qui considère, à juste titre, que le flottement des monnaies, surtout le dollar, fait monter encourage les retours de capitaux et le fait baisser encourage les exportations. Les banques des autres pays auront intérêt à soutenir le taux du dollar pour ne pas voir par trop diminuer leurs exportations, par trop augmenter leurs importations. Elles engrangeront des dollars et seront le cas échéant pénalisées par sa baisse de valeur. Les États-Unis, en restant dans tant d'autres affaires, viennent de gagner leur guerre, à la fois monétaire et commerciale, mais sur leurs alliés.

La troisième disposition intègre le crédit. Des propos généraux relatifs à l'aide aux pays en voie de développement, on voit mal ce qui reste. Un fonds sera créé qui recueillera, non point le résultat de l'effort des pays plus riches, mais le produit des ventes d'or. Ces ventes seront progressives, et on souhaite que le prix

de l'or baisse. L'argent disponible se sera donc pas important. S'il se situait autrement, n'y aurait-il pas, au surplus, un risque d'inflation supplémentaire ? Quant à l'augmentation des formes ordinaires de crédit, elle profitera davantage aux pays industrialisés. C'est la monnaie mondiale que les États-Unis concèdent aux Européens. Ils pourront davantage s'en servir.

On demeure atterré devant de tels résultats. Je ne veux pas critiquer les dirigeants de nos affaires nationales. Il ne leur reste des affirmations qui étaient encore récemment répétées que la fierté de pouvoir dire que les Américains feraient peut-être les yeux de la Banque des règlements internationaux achetés de l'or pour le compte de la Banque de France ! Mais, au-delà de ce raillement aux thèses américaines, il convient de poser le vrai diagnostic. Le groupe des nations qui se disent les démocraties vient de balayer les bras. États-Unis en tête, les démocraties renouent à bâtir un ordre monétaire. Les conséquences pratiques et psychologiques de ce renouement peuvent être et seront sans doute considérables.

L'économie mondiale souffre d'instabilité. L'inflation, excessive et constante, c'est-à-dire une distribution de monnaie largement supérieure à la production, et au surplus par trop inégalement répartie, répand son mal sous forme de hausses de prix et de décadence dans les revenus. Elle entraîne d'abord de graves tensions entre ceux qui perçoivent la surproduction et les autres, ensuite des diffé-

cultés telles qu'on peut se demander si la reprise pourra durablement dominer la récession, car la croissance est sans cesse menacée. L'inflation, excessive et constante, enfin, attente les valeurs morales, familiales, sociales, nationales. C'est dire la gravité extrême du phénomène. Afin d'atténuer les effets de la discipline indispensable, il faut d'abord un élan de valeur aussi stable que possible et indépendant de la volonté d'un État. Il faut ensuite des règles encourageant les parties fixes des monnaies, pénalisant les mauvaises gestions, en même temps permettant d'aider certains pays dans des moments difficiles et en contrepartie d'un effort de leur part. À ces deux principes s'ajoute, pour des raisons faciles à comprendre, une aide des pays à fort revenu au bénéfice des pays démunis. Cette aide ne peut que s'analyser en un prélèvement sur le revenu des riches, faite de quoi on accroit, dangereusement, la masse monétaire.

De toutes ces règles, on s'est en fait, et d'une manière qui n'est même pas hypothétique, totalement écarté. La monnaie internationale est celle du bon plaisir, c'est-à-dire du bon plaisir des États-Unis dont il est clair qu'il est inspiré par la conception que ceux-ci ont de leur intérêt. Ce intérêt peut ou pas être celui de l'Europe occidentale. En fait, ce sont les objectifs propres aux États-Unis, et inspirés, le cas échéant, de leurs problèmes intérieurs, qui seront les seuls objectifs pris en considération. Le moins qu'on puisse dire est qu'il faut s'atten-

dre à de grandes excès, qui seront aggravés par les excès qui seront autorisés aux autres, afin qu'ils soutiennent les orientations de la politique américaine. Les sociétés que l'on appelle multinationales seront de plus en plus gérées en fonction des seuls intérêts américains. Le bon plaisir à ses courtisans, et les courtisans sont reconvertis, les hommes par des postes dans les organisations internationales, les États ou les sociétés multinationales par des facilités de crédit, notamment.

Ce n'est pas la voie du courage. Ce n'est pas non plus la voie de la sagesse. Il est fallu saisir l'occasion des perspectives meilleures, qui d'ouvrent pour l'économie du monde occidental. Les règles que la crise paraissait rendre intransportables sont mises sur portées quand les affaires reprennent. Voilà qui n'a pas été accepté. Or, le monde vit une ère de guerre économique et de guerre idéologique. Ce n'est pas se donner des aîmes que fonder la production et le commerce international sur la facilité monétaire. Ce n'est pas se donner des armes que de donner le spectacle du refus de toute discipline, et en même temps de toute générosité. La responsabilité américaine est certes considérable, mais que dire des démocraties européennes, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, dont les responsables savent que la voie choisie n'est pas la bonne. Et que dire de nous-mêmes, qui ne sommes plus crédibles après avoir accepté tout ce qu'il leur encoeur nous avions décidé de refuser ?

Nous Occidentaux, Américains leur pays et à très peu de gens, nous ne préons pas la situation avec le sérieux qu'elle exige. La réunion de la Jamaïque va persuader le monde communiste, le monde musulman, le tiers et le quart-monde que les nations européennes n'ont plus de volonté propre et que seuls subsistent les États-Unis, dont l'isolationnisme grandit et qui sont prêts à la fois à beaucoup de concessions pour garder la propriété de l'Occident ?

MICHEL DEBRÉ.

### MATTEI

**Le moins cher des grands loueurs**

Du vendredi 17 heures ou lundi 09 heures, les locations de voitures particulières ne sont facturées que pour deux journées.

Location "à l'heure" des véhicules utilitaires.

Tarif LONGUE DURÉE, pour locations à partir de 4 mois.

Véhicules neufs ou récents, parfaitement entretenus.

PARIS :	75012 207, Rue de BERCY	(1) 364.11.50
	75012 108, Boulevard BICHSEL	(1) 628.27.50
	75016 102, Rue ORFÈVRE	(1) 078.22.00
LYON :	69007 100, Rue PASTEUR	(78) 72.63.85
MARSEILLE :	131 Avenue de France - 13064 MARSEILLE Cedex 2	(91) 77.68.00
	AEROPORT MARSEILLE	(91) 89.04.00
NICE :	06000 2, Rue HALPPE	(93) 87.14.30
	AEROPORT NICE-CÔTE D'AZUR - 06050 NICE Cedex	(93) 83.13.45

80 AGENCES EN FRANCE

## Nous n'attendons pas la fin de la saison pour faire des prix.

anorak 6/8 ans  
100% polyamide  
**60f**

pantaski 6/8 ans  
60% polyamide,  
40% fibranne  
**60f**

anorak  
100% polyamide,  
antidérapant  
**150f**

salopette  
100% polyamide,  
antidérapant  
**125f**

ensemble  
blouson-salopette,  
bicolore,  
100% polyamide,  
antidérapant  
**250f**

Montez au 1<sup>er</sup> étage de notre magasin, à notre rayon Sports d'Hiver. Vous vous y équiperez de la tête aux pieds, et au meilleur prix. Ensuite, chargez-nous de votre séjour à Innsbruck où se déroulent cette année les Jeux Olympiques: nous avons des places.

### Galeries Lafayette

Haussmann-Montparnasse-Belle Epine

فكرنا من الأصل

# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## Libres opinions

### Médecin généraliste ou officier de santé ?

par JEAN-DANIEL RAINHORN (\*)

La médecine générale traverse, aujourd'hui, une crise grave, qui rend urgentes des décisions. Mais l'on s'opacule à la question de savoir, si simplement, à consulter son médecin généraliste, il devient évident que le médecin généraliste évolue de façon inquiétante, tant pour ceux qui l'exercent que pour ceux qui l'utilisent, c'est-à-dire l'ensemble de la population.

Le rapport que la commission Fougère a remis est très à l'honneur de la médecine générale. Il souligne, en effet, que « les conditions actuelles d'exercice de la médecine ont pratiquement débarrassé sa nature même et compromettent son avenir ». On ne compte plus les décisions d'émigration personnelle : ministres, patrons hospitaliers, jeunes agrégés... sur l'importance du « médecin de famille », si l'on entend par là un médecin qui n'est pas un spécialiste, mais qui est un médecin de famille, c'est-à-dire un médecin qui est obligé de constater qu'il se décline en l'absence des principaux spécialistes : la médecine générale de base, les étudiants, la future médecine, si bien sûr la population des régions, indisciplinables de l'avis de tous, vont-elles être entreprises dans ce que ceux qui sont directement concernés puissent y perdre ?

Les maigres qui se sont généralisés, au cours des négociations entre les syndicats médicaux et les caisses de Sécurité sociale pour l'établissement d'une nouvelle convention nationale, ont entraîné une dégradation des conditions de travail des médecins généralistes. Les seconds ne conduisent les médecins généralistes à s'écarter, dans quelques années, que des « officiers de santé ». L'évolution actuelle, si elle se poursuit, va entraîner les ombrages dans un domaine d'activité d'exceptionnel intérêt, les soins de la médecine de la famille. Le développement aberrant de la médecine hospitalière et des spécialistes au détriment de la médecine de base et de la prévention, est un facteur fondamental de cette évolution.

Pourtant, admettre sans crainte que l'individu malade ne soit plus considéré comme une entité et que chaque des parties de son corps soit considérée à l'échelle de la médecine ? La notion d'une telle évolution est flagrante, et, au-delà des réformes à entreprendre, c'est le fait que les médecins des hommes et des femmes vont être pris en charge dans l'avenir qui est en cause. Cet aspect des choses ne doit échapper à personne.

Il est donc regrettable que les représentants des syndicats médicaux ne se comportent qu'en spécialistes, alors qu'ils devraient être avant tout des médecins préoccupés de l'intérêt de leurs malades. L'alliance du ministre de la santé, qui est véritablement consciente de l'ensemble de ces problèmes, est inquiétante. Pourquoi ce silence gouvernemental au cours des négociations ? Le convention 75 ? La loi d'évolution, par deux fois, d'initier une loi conventionnelle (la loi d'évolution d'une politique concertée) ? Il devient urgent que l'État réponde à ces questions.

La patronat, par contre, ne cache pas ses intentions. Contrôler les caisses de Sécurité sociale depuis les ordonnances de 1967, il propose la possibilité d'ouvrir la médecine de la famille, dont il ferait les dépenses. Cette nouvelle organisation de la médecine ne serait pas un secteur à part, un secteur libre, les médecins étant seuls juges de leurs honoraires, qui ne seraient plus couverts par l'assurance-maladie, mais par des assurances privées et des mutuelles, et un secteur distinct, qui serait pris en charge par la Sécurité sociale et dont les médecins deviendraient alors les employés directs. L'État, qui n'est que deux spécialistes perdus dans le D.P., c'est-à-dire le droit permanent au dépassement des honoraires, il devient clair que le secteur libre ne doit être en cours de réalisation.

Dans la situation actuelle, une évolution notable du système médical ne peut donc être réalisée que par de profondes transformations. Il est possible aujourd'hui d'envisager un certain nombre de propositions.

En effet, si l'on considère que plus de 60 % des actes médicaux sont pris en charge à 100 % par l'assurance-maladie et que ce pourcentage augmente chaque année, que de nombreux autres bénéficient de franchises complémentaires ou sont exonérés que la gratuité de la médecine n'est pas un rêve et qu'elle peut être envisagée dès maintenant.

Par ailleurs, tout le monde s'accorde à dire que les conditions de travail des médecins généralistes se dégradent, mais personne ne se soucie d'y apporter de véritables solutions. Pour donner à l'organisation la possibilité d'évoluer, une réforme s'impose, de la loi d'évolution d'un travail de prévention et d'information sanitaire dans un secteur déterminé, de travailler en équipe dans le cadre d'unités sanitaires de base, il est nécessaire d'apporter des réformes, dont il faut prendre en compte que les soins et qu'il est une incitation à la multiplication des actes. Le paiement à l'acte doit être remplacé par une rémunération « à la fonction » qui ne serait plus couverte par l'assurance-maladie, mais par la prévention, la formation et les soins.

Enfin, la liberté de prescription ne sera véritable que lorsque la distribution et l'information pharmaceutiques seront contrôlées par un organisme indépendant et que les médicaments de médicaments inutiles, sans parler de ceux qui sont nocifs, seront éliminés. Des comités pharmaceutiques peuvent paraître utopiques à qui n'affronte pas quotidiennement les problèmes de la médecine générale. Elles constituent cependant des éléments de réponse à un malade qui grandissent, chez les pharmaciens français. Elles permettraient d'indiquer, au moyen d'une carte sanitaire, les quatre-vingt mille nouveaux médicaments qui vont sortir des laboratoires au cours des prochaines années, et qui auront bien du mal à trouver du travail dans le système concurrentiel actuel.

Faute d'un large débat national sur l'avenir de la médecine, l'évolution actuelle conduit à une situation désastreuse, dont tout le monde ne mesure peut-être pas la gravité. La médecine ne doit pas être faite au profit d'une minorité, mais bien pour l'ensemble de la population.

(\*) Membre du Syndicat de la médecine générale, organisation crée en 1975. R.P. n° 4. 92228 Bagneux.

(\*) Présidente par M. Noël, conseiller d'Etat, cette commission était chargée d'étudier la place et le rôle du médecin généraliste dans la politique de santé (le 10 mars) du 6 mai 1976.

## Faits et chiffres

### Emploi

« LA QUALITÉ DE LA VIE. C'est aussi l'avenir de la vie. A. LAURENCE, a déclaré M. Bayet, président de la Société des agrégés d'histoire nationale de la C.T.I. (Confédération des travailleurs intellectuels), vendredi 23 janvier. Créée en 1970, regroupant sept cents mille membres, cette association entend concourir à la défense et à l'amélioration des moyens de culture, d'information et de action commune pour la défense des intérêts des professions intellectuelles.

Ainsi, la C.T.I. entend « participer, en toutes circonstances, à la défense, au rayonnement et à l'expansion de la culture française ». Le mouvement a obtenu la reconnaissance des délégués, et y a plus de cinquante intellectuels de l'un d'eux, que de cinquante membres : c'est donc la crise de la civilisation.

### Sécurité sociale

« IL N'EST PAS QUESTION DE BLOQUER LE SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE », a déclaré M. Laroche, ministre du travail, dimanche 24 janvier à Saint-Benoît. Le ministre du travail a déclaré que les entreprises françaises ont 6 milliards de francs de cotisations de Sécurité sociale, et il a ajouté que les entreprises françaises ont 6 milliards de francs de cotisations de Sécurité sociale, et il a ajouté que les entreprises françaises ont 6 milliards de francs de cotisations de Sécurité sociale.

### Travailleurs indépendants

« 1976 SERA L'ANNÉE DU COMMERCE », a déclaré M. Vincent Auzanet, ministre du commerce de l'Industrie et du Commerce, dimanche 24 janvier à Paris. Le ministre du commerce a déclaré que les entreprises françaises ont 6 milliards de francs de cotisations de Sécurité sociale, et il a ajouté que les entreprises françaises ont 6 milliards de francs de cotisations de Sécurité sociale.

## CONJONCTURE

### Nouvelle aggravation du chômage en 1976

prévoit le centre d'observation de la chambre de commerce de Paris

Le centre d'observation économique de la chambre de commerce de Paris est sensiblement plus pessimiste que le gouvernement pour l'année 1976. Il prévoit une aggravation du chômage de l'ordre de cent mille personnes en cours d'année, ce qui porterait le taux des demandeurs d'emploi de 4,5 % à 5 % de la population active, et cela malgré l'application à cinquante mille salariés de l'avancement de l'âge de la retraite et le retrait de quelque cent cinquante mille personnes (15 % du total des demandeurs) des listes d'attente. Il s'agit dans ce cas de « demandeurs marginaux », femmes et personnes âgées surtout.

Cette nouvelle dégradation de la situation de l'emploi s'explique par le fait que la C.O.E. prévoit une croissance de la production intérieure brute de 3,5 % seulement (contre 4,5 % dans le pronostic de M. Fourcade), la reprise étant, d'après lui, surtout à la consommation des ménages (2,5 % contre 3,5 % dans le schéma gouvernemental) alors que l'investissement des entreprises restera faible (1,5 % contre 2,5 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %, mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

Deux autres divergences essentielles expliquent l'écart entre les pronostics du C.O.E. et ceux du gouvernement :

- La demande étrangère sera sensiblement moins forte que l'année dernière, mais les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).
- Le mouvement de reconquête des marchés sera moins ample que le mouvement d'exportation, car, en raison de la dégradation de la situation des entreprises, les ventes des principaux clients étant faibles, le C.O.E. prévoit une baisse des exportations de 2 % (contre 3 % dans le schéma gouvernemental).

Le C.O.E. attend aussi un progrès de 5 % des investissements des entreprises (en raison notamment de l'effet du plan du 4-5-75, qui estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %), mais il estime que les dépenses d'équipement des firmes privées reculeront de 2 %.

## BILLET

### Les résultats limités du « plan imprimerie »

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

Qui l'a fait ? La « plan imprimerie » a-t-il été le début d'une application ?

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## FISCALITÉ

**Les feuilles de déclarations de revenus seront disponibles à partir du 13 février**

Nous n'avons pas encore pris de décision concernant le report éventuel du paiement de l'acompte provisionnel du 15 février, a déclaré lundi 16 janvier M. Pourcade, en réponse à une question qui lui était posée concernant les impôts payables en 1976 sur les revenus déclarés en 1975. On se souvient que M. Pourcade avait demandé au Parlement, à la fin de l'année dernière, la possibilité de retarder — sans vote d'une loi — la date de versement des acomptes provisionnels. Et, en effet, la conjonction apparaît trop étroite, a-t-il déclaré, entre la date de versement des acomptes provisionnels et la date de la déclaration de revenus. Mais, en attendant, les feuilles de déclarations de revenus imprimées pour les revenus de 1975, elles seront mises à la disposition des contribuables à partir du 13 février, dans les mairies et les centres d'impôts. Dans certains départements, elles seront même envoyées directement.

● **LA PLUS IMPORTANTE** : USINE de matériel énergétique et atomique du monde entier en service l'année prochaine en France méridionale, dans la ville de Volp, sur le bord de la mer de Talm-l'Herm.

## AGRICULTURE

**Pour résorber les excédents LA C.E.E. RELÈVE LES SUBVENTIONS AUX EXPORTATIONS DE POUDRE DE LAIT**

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communauté européenne). — Pour résorber les excédents de la poudre de lait, la Commission de la C.E.E. a décidé de relever la subvention accordée aux exportations de poudre de lait. Cette subvention, qui était de 100 francs par 100 kg, sera portée à 120 francs par 100 kg. Cette mesure est destinée à encourager les producteurs de poudre de lait dans la C.E.E. et à réduire les exportations de poudre de lait vers les autres pays. La Commission de la C.E.E. a également décidé de relever la subvention accordée aux exportations de lait concentré. Cette subvention, qui était de 100 francs par 100 kg, sera portée à 120 francs par 100 kg. Cette mesure est destinée à encourager les producteurs de lait concentré dans la C.E.E. et à réduire les exportations de lait concentré vers les autres pays.

## PLUSIEURS BLESSÉS AU COURS D'INCIDENTS A CAEN

Quelques 6 000 agriculteurs des départements de la Manche, de l'Orne et du Calvados se sont rassemblés lundi 16 janvier à Caen pour protester contre le fait de leurs revenus à qui entraîne l'abandon des terres de l'agriculture par les jeunes. Après avoir parcouru plusieurs arrières de la ville, un groupe de manifestants a accédé à la gare de Caen et a lancé des pierres et des bouteilles. Les forces de l'ordre et plusieurs jeunes agriculteurs ont été blessés, dont certains sérieusement.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS OFFICE ALGÉRIEN DES PÊCHES

### AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

La date limite de remise des plis de l'appel d'offres n° 19-75 (portant sur la construction de 100 embarcations de pêche) initialement fixée au 31 janvier 1976 est reportée au 17 février 1976 à 16 h. précises.

## La chasse aux fraudeurs a rapporté 8 milliards en 1975

M. Pourcade a encore apporté quelques précisions concernant la chasse à la fraude fiscale. Au cours de l'année écoulée, 47 000 entreprises ont fait l'objet de vérifications. Les fraudeurs ont rapporté 8 milliards en 1975. Les fraudeurs ont rapporté 8 milliards en 1975. Les fraudeurs ont rapporté 8 milliards en 1975.

## AFFAIRES

### PEUGEOT VA FERMER L'USINE DE MALINES EN BELGIQUE

La direction de Peugeot d'assemblage Peugeot à Malines (Belgique), a indiqué, le 16 janvier, au conseil d'administration que les ventes annuelles de la filiale belge, Peugeot Malines, ont chuté de 10 % en 1975. La direction de Peugeot d'assemblage Peugeot à Malines (Belgique), a indiqué, le 16 janvier, au conseil d'administration que les ventes annuelles de la filiale belge, Peugeot Malines, ont chuté de 10 % en 1975.

### LES SKIS ROSSIGNOL VONT SE LANCER DANS LA FABRICATION DES RAQUETTES DE TENNIS

La Société des skis Rossignol, qui couvre 25 % du marché français et 10 % du marché mondial, va se lancer dans la fabrication de raquettes de tennis. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de la Société des skis Rossignol.

### BELL CANADA

Bell Canada annonce qu'elle a demandé l'inscription de ses actions ordinaires au marché de Bourse de Montréal. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Bell Canada.

### SCHNEIDER RADIO-TÉLÉVISION

Au cours de sa séance du 21 janvier 1976, le conseil d'administration de Schneider Radio-Télévision a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Schneider Radio-Télévision.

### REPOURCAGE DE VÉRIFICATION

Le conseil d'administration de Reporcage de Vérification a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Reporcage de Vérification.

### Louer une voiture c'est bien pratique

europcar 645.21.25

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## DELANDE S.A.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe a été de 1 200 millions de francs en 1975, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe a été de 1 200 millions de francs en 1975, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

SOCIÉTÉS INVESTIES À CAPITAL VARIABLE	INDUS. VALDRE	SEVAYRIN	ESTUEN (BOULEVARD)	SEVAYRIN (BOULEVARD)
Actif net (en millions de F)	40,12	68,28	27,75	45,47
Revenus d'actions	40,12	377,258	40,119	211,422
Valeur liquidative par action (en F)	156,60	108,20	170,10	144,61
Répartition de l'actif net :	%	%	%	%
— Valeurs françaises	31,34	34,74	60,23	38,04
— Actions	17	41,01	—	22,90
Valeurs étrangères	6,25	4,60	3,80	4,23
— Actions	41,85	8,18	—	—
Disponibilité	2,30	16,68	6,08	5,61
100	100	100	100	100
Détachée	France	France	France	France
— Dividende net	0,30	0,30	0,30	0,30
— Gratification d'impôt	0,00	0,00	0,00	0,00
— Revenu global par action	0,30	0,30	0,30	0,30
— Date de mise en paiement	10 déc. 75	27 juin 76	24 mars 76	14 avr. 75

## AMREP

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.

Le conseil d'administration d'Amrep a pris la décision de modifier le statut de la société. Cette mesure est destinée à élargir le portefeuille de produits de Amrep.



**EMPRUNT G.I.T.T.**  
**10,80% 1976**  
**de F 104.000.000**

- 14 ans -

Prix d'émission : F 1.000 par obligation

Taux de rendement actuariel brut :

**10,80 %**

à l'émission

**Garantie :**  
Le service de l'emprunt est garanti inconditionnellement et pendant toute sa durée par les sociétés bénéficiaires, sans solidarité entre elles, mais solidairement avec le G.I.T.T. dans la limite de leurs quotes-parts respectives.

Bulle du 26.1.1976

Via CDB n° 75-175

G.I.T.T. GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE TRANSPORT ET DU TOURISME

S.A. au capital de F 25.000.000  
Siège social : 12 rue de Castiglione - 75001 PARIS  
R.C. Paris B 25031-362

## MOULINEX

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé (provisoire) du groupe Moulinex pour l'exercice 1975 a été de 1 100 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.



مركزنا من الأصل

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 26 JANVIER

### Marché « coffee »

La Bourse de Paris n'a pas pleinement tenu ses promesses. Le mois qui s'est passé a été un mois de déception. Les investisseurs ont été déçus par la performance de la Bourse. Les cours ont été faibles et les volumes ont été faibles. Les investisseurs ont été déçus par la performance de la Bourse. Les cours ont été faibles et les volumes ont été faibles.

Les investisseurs ont été déçus par la performance de la Bourse. Les cours ont été faibles et les volumes ont été faibles. Les investisseurs ont été déçus par la performance de la Bourse. Les cours ont été faibles et les volumes ont été faibles.

## LONDRES

Les affaires sont calmes ce mardi matin. Les investisseurs ont été déçus par la performance de la Bourse. Les cours ont été faibles et les volumes ont été faibles.

VALEUR	Cours	Différence
100 livres sterling	27 1/8	+ 1/8
100 dollars	27 1/8	+ 1/8
100 francs	27 1/8	+ 1/8

Les investisseurs ont été déçus par la performance de la Bourse. Les cours ont été faibles et les volumes ont été faibles. Les investisseurs ont été déçus par la performance de la Bourse. Les cours ont été faibles et les volumes ont été faibles.

## NEW-YORK

Les affaires sont calmes ce mardi matin. Les investisseurs ont été déçus par la performance de la Bourse. Les cours ont été faibles et les volumes ont été faibles.

VALEUR	Cours	Différence
100 dollars	27 1/8	+ 1/8
100 francs	27 1/8	+ 1/8
100 livres sterling	27 1/8	+ 1/8

Les investisseurs ont été déçus par la performance de la Bourse. Les cours ont été faibles et les volumes ont été faibles. Les investisseurs ont été déçus par la performance de la Bourse. Les cours ont été faibles et les volumes ont été faibles.

## BOURSE DE PARIS - 26 JANVIER - COMPTANT

VALEUR	Cours	Différence
100 livres sterling	27 1/8	+ 1/8
100 dollars	27 1/8	+ 1/8
100 francs	27 1/8	+ 1/8

## VALEURS

VALEUR	Cours	Différence
100 livres sterling	27 1/8	+ 1/8
100 dollars	27 1/8	+ 1/8
100 francs	27 1/8	+ 1/8

## MARCHÉ A TERME

VALEUR	Cours	Différence
100 livres sterling	27 1/8	+ 1/8
100 dollars	27 1/8	+ 1/8
100 francs	27 1/8	+ 1/8

## COTE DES CHANGES

VALEUR	Cours	Différence
100 livres sterling	27 1/8	+ 1/8
100 dollars	27 1/8	+ 1/8
100 francs	27 1/8	+ 1/8

